

# R A P P O R T

Ombudsman

La Médiateure du  
Grand-Duché de  
Luxembourg

Service du contrôle  
externe des lieux  
privatifs de liberté

## Le Centre Socio-Educatif de l'Etat Rapport de suivi

## Index

<b>1. Introduction</b>	<b>p.3</b>
<b>2. Etude de conformité du droit interne avec les normes internationales</b>	<b>p.6</b>
2.1. <u>La loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse</u>	p.6
2.2. <u>La loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre socio-éducatif de l'Etat et le règlement grand-ducal du 9 septembre 1992 portant sur la sécurité et le régime de discipline dans les centres socio-éducatifs</u>	p.6
2.3. <u>Le projet de loi 6593 portant modification: 1. de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat; 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique; 4. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire</u>	p. 12
2.4. <u>Synthèse quant à l'analyse de conformité</u>	p. 14
<b>3. Les constats sur place</b>	<b>p.16</b>
3.1. <u>Les modalités d'entrée</u>	p.16
3.2. <u>Santé</u>	p.21
3.2.1. Hygiène	p.21
3.2.2. Alimentation	p.25
3.2.3. Soins médicaux	p.27
3.2.4. Prévention et contraception	p.28
3.2.5. Soins psychologiques	p.30
3.3. <u>Infrastructures et personnel</u>	p.33
3.3.1. Infrastructures	p.33
3.3.2. Personnel	p.37

3.4. <u>Activités récréatives et loisirs</u>	p.38
3.5. <u>Ecole et formation professionnelle</u>	p.41
3.6. <u>Système disciplinaire</u>	p.41
3.6.1. Considérations générales	p.41
3.6.2. La section fermée	p.43
3.6.3. Le système à points	p.47
3.6.4. Les fouilles corporelles	p.49
3.6.5. La fouille des chambres	p.49
3.7. <u>Unité se sécurité</u>	p.50
3.8. <u>Constats généraux</u>	p.52
3.8.1. Les violences	p.52
3.8.2. Les drogues	p.52
3.8.3. La population du CSEE	p.55
3.9. <u>Conclusions générales</u>	p.56

## 1. Introduction

La mission de la Médiateure, agissant sur base de la loi du 11 avril 2010 portant notamment désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions<sup>1</sup> auprès du Centre socio-éducatif de l'Etat (CSEE) a commencé en date du 22 avril 2014 et les visites sur place se sont terminées le 27 mai 2014.

L'objectif de la mission de contrôle était d'assurer le suivi du rapport du 24 mai 2012, en identifiant les travaux entrepris et la mise en œuvre des recommandations formulées. Le présent rapport de suivi a également pour but d'évaluer les travaux législatifs et réglementaires entrepris depuis 2012.

Bien entendu, la mission comprenait également une vérification des conditions actuelles de séjour et de traitement des mineurs placés au CSEE. La mission concernait le site de Dreiborn, celui de Schrassig et la nouvelle unité de sécurité qui est en phase finale d'aménagement.

Les deux sites du CSEE ont toujours la même capacité d'accueil, à savoir 47 lits réservés aux garçons à Dreiborn et 35 lits destinés à la prise en charge des filles au site de Schrassig.

A la date du 16 avril 2014, le site de Schrassig hébergeait 33 filles, 11 filles étaient en fugue dont 5 depuis plus de 6 mois. A relever que 25 filles supplémentaires sont en principe placées au CSEE, mais bénéficient d'un congé, voire d'un sursis ou suivent une mesure socio-éducative d'intégration. 3 mineures étaient en attente d'admission.

A la même date, 38 garçons se trouvaient au site de Dreiborn, 11 mineurs étaient en fugue dont 6 depuis plus de 6 mois. 31 mineurs supplémentaires sont en principe placés au CSEE, mais bénéficient d'un congé, voire d'un sursis ou suivent une mesure socio-éducative d'intégration. 2 mineurs étaient en attente d'admission.

Le nombre total de mineurs placés sur les deux sites dépasse largement les capacités nominales respectives. Ces capacités d'accueil ne sont suffisantes que dû au fait que pas moins de 22 mineurs se trouvaient en fugue à la date précitée. Cette situation alarmante a déjà été constatée lors de la mission de 2012. Les deux internats continuent donc à travailler à la limite supérieure de leurs capacités d'accueil.

A relever encore qu'au moment de la visite, un très petit nombre de mineurs était placé au CSEE en attendant la libération d'une place en psychiatrie juvénile. Ceci est évidemment inacceptable, mais la Médiateure reconnaît que les juridictions compétentes sont en pareils cas dans une situation inextricable à défaut d'avoir à disposition un nombre de places suffisant en milieu psychiatrique fermé. Il ne faut pas négliger qu'il s'agit ici de mineurs malades, nécessitant un traitement médico-psychiatrique soutenu. Ces mineurs ne peuvent être traités d'une manière convenable dans une autre structure. Il ne faut pas oublier qu'il en

---

<sup>1</sup> Loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions.

va ici de la souffrance de jeunes qui pourrait être évitée ou du moins soulagée par une prise en charge adéquate.

Avant le début des opérations sur place, l'équipe de contrôle avait sollicité une réunion avec Monsieur le Directeur du CSEE. Lors de cette réunion, qui a eu lieu le 22 avril 2014 et à laquelle participaient également les responsables des différentes unités du CSEE, l'équipe de contrôle a présenté les objectifs de la mission ainsi que la méthodologie appliquée.

La mission sur place a été menée par Madame Lynn Bertrand et Monsieur Serge Legil.

Les visites sur place se sont déroulées comme suit :

- Mardi, 22 avril 2014 :  
Réunion avec la direction et les responsables des différentes unités du CSEE, présentation de la mission par l'équipe de contrôle
- Mercredi, 23 avril 2014 :  
Entretien avec Madame Joëlle LUDEWIG, chef d'unité du Service psycho-social  
Entretiens avec des pensionnaires de Dreiborn
- Jeudi, 24 avril 2014 :  
Entretien avec Monsieur André HEIN, directeur-adjoint du CSEE  
Entretien avec Monsieur Stephan MACKEL, coordinateur de l'Institut d'enseignement socio-éducatif du CSEE  
Entretien avec Monsieur Guy AECKERLE, chef d'unité de l'Unité fermée pour mineurs, visite de l'unité fermée  
Entretiens avec des pensionnaires de Dreiborn
- Vendredi, 25 avril 2014 :  
Entretien avec Madame Marlyne STARK, infirmière au CSEE  
Entretien avec Monsieur Marc BICHLER, chef d'unité de l'Internat de Dreiborn  
Entretiens avec des pensionnaires de Dreiborn
- Lundi, 28 avril 2014 :  
Entretien avec Madame Mireille MULHEIMS, Chef d'unité adjointe de l'Internat de Schrassig
- Mardi, 29 avril 2014 :  
Entretien avec MM. Fernand BOEWINGER et Guy AECKERLE, directeur, respectivement chef d'unité du CSEE  
Entretiens avec des pensionnaires de Dreiborn
- Lundi, 5 mai 2014 :  
Entretien avec une éducatrice graduée de l'Internat de Dreiborn  
Entretiens avec des pensionnaires de Dreiborn

- Mardi, 6 mai 2014 :  
Entretiens avec des pensionnaires de Schrassig
- Mercredi, 7 mai 2014 :  
Entretiens avec des pensionnaires de Schrassig
- Jeudi, 8 mai 2014 :  
Entrevue de Madame la Médiateure et de l'équipe de contrôle avec Monsieur le Ministre Claude MEISCH et Monsieur Nico MEISCH, Président de la Commission de Surveillance et de Coordination du CSEE  
Entrevue avec M. Fernand BOEWINGER, directeur du CSEE
- Lundi, 12 mai 2014 :  
Entretien avec une éducatrice de l'Internat de Schrassig  
Entretiens avec des pensionnaires de Schrassig
- Mercredi, 21 mai 2014 :  
Entretiens avec des pensionnaires de Schrassig en présence de M. Fernand BOEWINGER, directeur du CSEE
- Mardi, 27 mai 2014 :  
Entrevue avec M. Nico MEISCH, Président de la Commission de Surveillance et de Coordination du CSEE

La Médiateure tient à remercier l'ensemble du personnel et des pensionnaires des deux sites du CSEE pour leur disponibilité, leur bonne coopération et le bon déroulement général de la visite.

Elle tient à remercier plus particulièrement les responsables du CSEE pour leur excellente préparation de cette mission et pour la mise à disposition d'une documentation exhaustive et utile.

## 2. La conformité du droit interne avec les normes internationales

### 2.1. La loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

La Médiateure regrette profondément que les travaux parlementaires relatifs au projet de loi 5351 portant modification de la prédite loi de 1992 n'ont connu aucune avancée depuis le 7 décembre 2011, date à laquelle l'avis de la Commission consultative des Droits de l'Homme a été déposé. Mis à part un renvoi devant la Commission juridique de la Chambre des Députés, intervenu le 12 décembre 2013, les travaux concernant ce projet qui est pourtant d'une grande importance et qui a été déposé en 2004, donc il y a dix ans, ne semblent plus avancer.

**(1) La Médiateure souligne qu'elle maintient intégralement son analyse et ses conclusions quant à la conformité de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse avec les normes internationales figurant dans son rapport sur le CSEE du 24 mai 2012.<sup>2</sup>**

**Elle fait appel à tous les responsables concernés de faire avancer ce projet de loi dans les meilleurs délais.**

### 2.2. La loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre Socio-Educatif de l'Etat et le règlement grand-ducal du 9 septembre 1992 portant sur la sécurité et le régime de discipline dans les centres socio-éducatifs.

Depuis l'époque du dernier rapport, ce texte est inchangé.

**(2) Dès lors, elle insiste que ses remarques et recommandations formulées dans le prédit rapport sur le CSEE du 24 mai 2012 sont toujours d'actualité et devraient trouver leur entrée dans le dispositif législatif et réglementaire.<sup>3</sup>**

La Médiateure constate que certaines recommandations formulées après l'analyse de conformité de la prédite loi de 2004 portant réorganisation du CSEE ont été inscrites dans les Règles de conduite internes du CSEE.

Ainsi, le Point B.4. intitulé : « Contact avec la Médiateure » des Règles de conduite s'adressant à tout le personnel en relation avec les pensionnaires dispose que :

*« Les mineur(e)s placé(e)s au CSEE sont autorisé(e)s à prendre contact à tout moment, par écrit ou par téléphone, avec la Médiateure ou son secrétariat et ce à titre gratuit et en dehors de la surveillance d'une tierce personne.*

*Les courriers adressés par des mineur(e)s placé(e)s à la Médiateure doivent échapper à tout contrôle par les autorités administratives ou judiciaires. En sens inverse, des courriers adressés par la Médiateure à un(e) mineur(e) placé(e) au CSEE doivent également échapper à tout contrôle. »*

<sup>2</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, chapitre 2.1., pages 6-15

<sup>3</sup> *ibid.*, chapitre 2.2., pages 15-22

**(3) La Médiateure se réjouit que cette recommandation<sup>4</sup> soit formalisée dans les Règles internes du CSEE. Elle insiste cependant que la même disposition trouve son entrée dans le dispositif légal et réglementaire régissant le CSEE.**

La Médiateure salue également que les prédites Règles internes fixent au point B.5 la durée des mesures d'isolement en tenant compte de la nature de l'infraction commise :

*« La durée des mesures d'isolement est la suivante pour les motifs ci-après :*

- *agression physique par rapport à un(e) autre pensionnaire : 2 jours*
- *agression physique par rapport à un membre du personnel : 4 jours*
- *agression verbale, insultes et menaces : 2 jours*
- *consommation d'alcool : 2 jours*
- *consommation de substances psychotropes : 2 jours*
- *fugue : 2 jours*
- *incitation à l'émeute : 3 jours*
- *non-respect du règlement interne : 2 jours*
- *possession de substances psychotropes : 3 jours*
- *vandalisme : 2 jours*
- *vol : 2 jours »*

La Médiateure s'étonne cependant de la durée de la mesure fixée pour certaines infractions. Ainsi, elle constate qu'une agression physique d'un(e) autre pensionnaire est sanctionnée de la même manière qu'une agression verbale.

**(4) La Médiateure est d'avis que toute agression physique mérite une sanction conséquente et ne comprend dès lors pas qu'une distinction soit faite au niveau des suites, entre l'agression d'un ou d'une co-pensionnaire et l'agression d'un membre du personnel. Selon l'avis de la Médiateure, tout acte d'agression physique devrait comporter la même sanction, toujours supérieure à celle infligée en cas d'agression verbale.**

Il existe une différenciation entre la sanction applicable à la possession de substances psychotropes par rapport à celle infligée pour la consommation des mêmes substances. La Médiateure suppose qu'il y a lieu d'en déduire soit la volonté d'endiguer la possession de substances illicites en vue de les revendre ou de les distribuer parmi les pensionnaires, soit d'endiguer tout simplement la présence de drogues sur les deux sites du CSEE.

**(5) Pour plus de clarté, la Médiateure recommande de reformuler la phrase par une ajoute : la possession de substances psychotropes en vue de leur revente ou de leur redistribution.**

S'il en était autrement, la Médiateure aurait du mal à concevoir pourquoi la simple détention de telles substances à des fins de consommation personnelle serait plus lourdement réprimée que leur consommation effective.

**(6) En ce qui concerne la disposition relative au non-respect du règlement interne, la Médiateure recommande soit d'y apporter des précisions, soit de la supprimer. Il n'est en effet pas clair quelles dispositions du règlement interne sont visées par une mesure d'isolement de deux jours. De la manière actuelle, cette disposition constitue une sorte de fourre-tout permettant de sanctionner assez lourdement tant des transgressions de faible importance que des infractions assez sérieuses.**

---

<sup>4</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (13), page 21 et 22



La Médiateure a des problèmes avec la sanction de deux jours de placement en cellule d'isolement appliquée suite à une fugue.

**(7) Si la Médiateure est d'accord avec les responsables du CSEE qu'il importe de tout mettre en œuvre afin d'endiguer au maximum le phénomène des fugues, elle donne à considérer que l'évasion d'un établissement pénitentiaire n'est pas pénalement répréhensible s'il n'y a pas eu violences, menaces ou bris de prison.**

**La Médiateure reviendra plus en détail sur la mesure d'isolement au chapitre 3.6.2. de ce rapport.**

**(8) La Médiateure remercie les autorités compétentes d'avoir intégré sa recommandation relative aux fouilles corporelles<sup>5</sup> dans la réglementation interne du CSEE.**

En effet, le point C.14 de ces Règles dispose que :

*« 1) La fouille corporelle n'est effectuée que par deux membres du personnel au moins ayant les compétences requises, du même sexe que la personne contrôlée, et à l'abri du regard de tiers. La fouille corporelle se fait dans le respect de la dignité humaine et de la personne du bénéficiaire.*

*Elle est ordonnée par le directeur ou son délégué à chaque fois qu'ils la jugent indiquée et nécessaire.*

*Pour procéder à la fouille corporelle, les membres du personnel portent obligatoirement des gants de protection.*

*Après un contrôle simple, les membres du personnel procèdent au contrôle visuel de la cavité buccale, des oreilles et des mains. Ensuite, le pensionnaire est invité à passer ses mains dans les cheveux et derrière les oreilles.*

*Le pensionnaire enlève alors ses vêtements qui sont vérifiés en détail. Les jambes écartées et les mains à plat contre le mur, il se penche vers l'avant, permettant ainsi le contrôle visuel de l'entrejambe et des aisselles, de la plante des pieds et des espaces entre les orteils. Le cas échéant, le pensionnaire de sexe féminin est prié de relever ses seins. Le pensionnaire peut être invité à tousser, sous condition que les mesures d'hygiène nécessaires puissent être garanties. Les membres du personnel ne toucheront pas le pensionnaire qui coopère.*

*Tout refus d'obtempérer est signalé immédiatement au directeur ou à son délégué qui décidera des mesures à prendre. En cas de résistance passive ou active, le pensionnaire sera contraint par la force. Le cas échéant, il revêtira des vêtements mis à la disposition par le centre.*

*2) Les membres du personnel effectuant les fouilles corporelles sont tenus au respect strict de la dignité des pensionnaires contrôlé(e)s. Aucune forme d'humiliation ou de voyeurisme ne peut être tolérée. Toute irrégularité est à rapporter au directeur ou à son délégué. Tout incident est à consigner dans un compte-rendu d'incident et à signaler sans délai au directeur ou à son délégué.*

*3) Un examen des parties intimes ou des cavités corporelles dans le cadre d'une fouille corporelle ne peut être réalisé que par un médecin. Un tel examen ne peut être ordonné que par le directeur ou son délégué. »*

---

<sup>5</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (10), pages 17-19

Ce point C.14 des Règles internes reprend pratiquement l'intégralité de la recommandation de la Médiateure.

Cependant, il faut rappeler que cette recommandation date du 24 mai 2012. Entretemps, les normes internationales ont considérablement évolué en cette matière précise.

De ce fait, la Médiateure a mis à jour sa recommandation concernant la pratique des fouilles corporelles dans son avis du 27 février 2013 relatif à l'avant-projet de loi portant modification notamment de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat<sup>6</sup> et de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat.

Dans cet avis, la Médiateure précise, au sujet des fouilles corporelles :

*« La pratique de fouilles, bien que nécessaire dans des cas bien déterminés, est particulièrement délicate et doit être entourée de précautions afin d'éviter toute violation des droits de l'homme dont demeurent dépositaires les pensionnaires de l'unité de sécurité.*

*La Médiateure se félicite que ses observations et recommandations formulées dans son rapport de visite du CSEE au sujet des fouilles corporelles aient trouvées dans une très large mesure leur entrée dans le dispositif légal et réglementaire sous examen.*

*Avant tout autre progrès, elle suggère de clarifier et de préciser la terminologie employée. En effet, tant le texte de l'avant-projet de loi que l'article 14 de l'avant-projet de règlement grand-ducal mentionnent les fouilles corporelles, les fouilles corporelles intégrales et les fouilles par palpation en énonçant d'une manière assez diffuse leur étendue et leurs modalités d'application et d'exécution.*

*Afin d'éviter tout équivoque et toute divergence d'interprétation, la Médiateure suggère de se limiter aux concepts suivants :*

- 1. La fouille simple*
- 2. La fouille intégrale*
- 3. La fouille intime*

*Par fouille simple, il y a lieu d'entendre une fouille par palpation, sans que le pensionnaire ait besoin de se dévêtir partiellement ou intégralement. Doit également être considérée comme fouille simple tout procédé de contrôle par des moyens techniques tels que des portiques de sécurité ou des détecteurs portatifs ou fixes.*

*Par fouille intégrale, il y a lieu d'entendre la procédure décrite à l'avant-projet de règlement grand-ducal, article 14(3), avec la précision que le pensionnaire ne peut en aucun être touché par les agents procédant à la fouille cas lorsqu'il se trouve à nu, même s'il refuse de coopérer à la mesure. En pareil cas, les agents devraient avertir le pensionnaire qu'ils peuvent le soumettre à une fouille simple, même en ayant recours à la force proportionnée et réduite au strict nécessaire pour exécuter cette fouille et que son refus pourra entraîner une sanction disciplinaire.*

*En aucun cas, il ne saurait être toléré que l'agent préposé à la fouille touche aux parties intimes d'un pensionnaire, ou lui ouvre la bouche par force pour effectuer un contrôle visuel externe de la cavité buccale.*

*En tout état de cause, la Médiateure recommande avec insistance que les normes les plus nouvelles du CPT en matière de fouille intégrale soient mises en œuvre. La procédure préconisée par le CPT est novatrice alors qu'elle recommande un*

---

<sup>6</sup> L'actuel projet de loi 6593

déshabille ment en deux temps. Le pensionnaire est d'abord invité à se mettre torse nu afin de pouvoir permettre les contrôles qui s'imposent. Après avoir pu se rhabiller, il devra mettre à nu la partie inférieure de son corps aux mêmes fins. Cette manière de procéder est de nature à éviter en tout temps que le détenu se trouve complètement à nu devant les agents préposés au contrôle.

Il s'agit d'un concept novateur, non encore publié par le CPT que la Médiateure ignorait au moment où elle recommandait aux autorités compétentes de s'inspirer de la disposition interne de service DIS 01 du Centre Pénitentiaire de Luxembourg en matière de fouille intégrale.

Par fouille intime enfin, il y a lieu d'entendre l'examen visuel ou par palpation ou encore par toute autre technique médicale de l'intérieur des cavités corporelles et des parties intimes, voire le prélèvement de liquides corporels à des fins de dépistage de substances interdites ou encore à des fins d'établissement d'un profil d'ADN. Cette fouille ne saurait être effectuée que par un médecin, à l'abri du regard de tiers et en l'absence de tout autre intervenant, exception faite du personnel infirmier.

La Médiateure exprime ses plus vives réticences par rapport à la pratique de ce type de fouilles qui en tout état de cause devra constituer une exception absolue. Le recours à ce type de fouille devra toujours être justifié par des critères de nécessité absolue. Cette considération vaut pour l'ensemble des lieux privatifs de liberté, mais elle prend une toute autre ampleur lorsqu'il s'agit de mineurs, privés de liberté en vertu d'une loi non pénale et qui se veut expressément protéger la jeunesse. Elle recommande à cet égard de s'inspirer du document de travail du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants CPT (2001) 51 relatif à l'examen des orifices corporels.

La Médiateure tient encore à rendre attentif au fait que ce type d'examen ne peut être fait que par un médecin, à l'exclusion formelle de tout autre professionnel de la santé, conformément à la déclaration de l'Association Médicale Mondiale (AMM) qui a retenu ce principe une première fois dans le rapport de sa 45<sup>ème</sup> Assemblée mondiale de 1993 avec les termes suivants: « Elle demande instamment que tous les gouvernements et autorités responsables de la sécurité publique reconnaissent que la nature intrusive d'une telle fouille constitue une grave atteinte à la vie privée et à la dignité de la personne et présente un risque de préjudice corporel et psychologique. Elle prévoit que, lorsque la pratique de la fouille corporelle s'impose, les autorités publiques responsables garantissent que les personnes qui procèdent à la fouille possèdent les connaissances et les compétences médicales suffisantes pour pouvoir l'effectuer sans risques et que l'intimité et la dignité de l'individu soient respectées. Enfin, l'AMM demande instamment aux gouvernements et aux autorités publiques responsables que ces fouilles soient effectuées, dans toute la mesure du possible, par un médecin, chaque fois que l'exige l'état physique de l'individu.

La demande spécifique, émise par le prisonnier, d'avoir affaire à un médecin devrait être, dans toute la mesure du possible, respectée. »

Cette déclaration fut par ailleurs révisée et complétée par l'AMM à l'occasion de la 170<sup>e</sup> Session de son Conseil qui eut lieu en mai 2005 à Divonne-les-Bains en France.

Aux termes du point 7 de l'article 1<sup>er</sup> de l'avant projet de loi, il appartient au directeur ou à son délégué d'ordonner une fouille intégrale (fouille corporelle dans le texte soumis à examen).

*La Médiateure se félicite que cette faculté soit soumise à la condition que la fouille simple s'est avérée inopérante par rapport au but poursuivi.*

*Elle se félicite encore de la limitation du cercle de personnes qui peuvent ordonner une fouille intégrale, voire même intime. Elle suggère cependant de spécifier dans le texte de l'avant-projet de loi ou dans celui de l'avant-projet de règlement grand-ducal qui peut bénéficier d'une telle délégation par le Directeur, sous quelles conditions et pour quelle durée.*

*Il serait en effet opportun d'arrêter le principe selon lequel le Directeur seul est investi de cette compétence. Une délégation ne paraît envisageable que pour des cas d'urgence qui ne souffrent pas de retard. En pareil cas, donc en situation d'urgence exclusivement, la délégation devrait être accordée à la personne investie du rang hiérarchique le plus élevé et présente sur place.*

*La Médiateure renvoie à cet égard au rapport annuel de l'exercice 2011 (page 233) de son homologue français, le Contrôleur général des lieux privatifs de liberté qui arrête, dans le contexte des fouilles intégrales que : «Le problème soulevé est moins, dans de telles hypothèses, de savoir si ces fouilles sont nécessaires, que d'estimer qu'une équipe éducative ne peut en aucune circonstance prendre seule l'initiative d'y recourir. Une fouille de cette nature est dans tous les cas de figure une intrusion violente dans l'intimité de la personne. En raison de ce caractère, elle ne saurait être mise en œuvre que si un texte l'autorise expressément et pour des motifs explicites. »*

*Le prédit point 7 prévoit encore que la fouille ne peut être qu'exécutée par deux agents au moins, affectés au Centre et du même sexe que le pensionnaire à fouiller. La Médiateure suppose qu'il s'agit ici de la fouille intégrale.*

*La question qui se pose et qui n'est pas clarifiée par l'article 14 du règlement grand-ducal d'exécution est celle de la qualité des agents appelés à procéder à une fouille simple ou intégrale.*

*(...)La Médiateure est d'avis que les agents délégués aux fouilles simples et intégrales doivent être recrutés parmi les membres du personnel de garde de l'unité de sécurité tel qu'il est défini à l'article 2, paragraphe 6 de l'avant-projet de règlement grand-ducal.*

*La Médiateure insiste que les fouilles soient exécutées en toute situation exclusivement par le personnel de garde de l'unité de sécurité. Elle souligne expressément qu'elle ne saurait accepter d'exceptions à ce principe, même en cas d'absence d'agents de garde de sexe féminin qui, en pareil cas devraient assurer un service de permanence.*

*La Médiateure accorde en effet une attention toute particulière à l'éloignement complet du personnel socio-éducatif, psycho-social, éducatif, médical et infirmier affecté au CSEE de tout acte de fouille pour ne pas porter préjudice aux relations professionnelles et de confiance qui doivent se construire entre ces catégories de personnel et les pensionnaires. Les missions d'accompagnement social et psychologique et de (ré)intégration sociale incombant au CSEE en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat étant absolument prioritaires et ne souffrant aucune mise en péril.*

*Pour des raisons identiques, la Médiateure se doit d'insister qu'une fouille intime ne pourra être exécutée que par un médecin qui n'exerce pas habituellement au CSEE.*

*Les normes du CPT sont très explicites à cet égard : « Un médecin pénitentiaire est un médecin-traitant. Par conséquent, afin de préserver la relation médecin/patient, il ne doit pas être appelé à certifier qu'un détenu est apte à subir une punition. Il ne doit pas non plus procéder à des fouilles ou à des examens corporels demandés par une autorité, sauf urgence lorsqu'un autre médecin ne peut être requis. » (Extrait du 3e rapport général [CPT/Inf (93) 12], paragraphe 73) »*

**(9) La Médiateure suggère instamment que les fouilles corporelles soient confiées exclusivement au personnel de garde de l'unité de sécurité dès que ce personnel sera disponible et opérationnel. A partir de ce moment, la Médiateure ne saurait plus accepter qu'une fouille corporelle soit effectuée, sur le site de Dreiborn, par un autre membre du personnel du CSEE.**

- 2.3. Le projet de loi 6593 portant modification: 1. de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat; 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique; 4. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

L'article 1<sup>er</sup> du prédit projet de loi précise au paragraphe 8 la procédure des fouilles. Aux termes du troisième alinéa de ce paragraphe, les fouilles simples et intégrales à effectuer auprès des pensionnaires de l'unité de sécurité seront conduites par des membres du personnel de garde. Les mêmes fouilles à effectuer sur la personne des autres pensionnaires du CSEE continueront à être faites par des membres du personnel du CSEE.

La Médiateure s'oppose catégoriquement à cette procédure.

**(10) Elle répète que toutes les fouilles simples et intégrales sur l'ensemble des pensionnaires du CSEE, devraient être effectuées par des membres du personnel de garde dès que ce personnel sera disponible. Ceci ne vaut évidemment que pour le site de Dreiborn, aucun membre du personnel de garde n'étant affecté au site de Schrassig.**

**(11) Le prédit projet de loi prévoit plusieurs règlements grand-ducaux d'exécution. La Médiateure souhaite que les projets de ces règlements lui soient communiqués dès que possible.**

Le paragraphe 10 de l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi 6593 vise la mise en place de certaines bases de données, dont notamment un registre général et un dossier personnel.

**(12) A ce titre, la Médiateure fait sienne l'argumentation de la Commission Nationale pour la Protection des Données, qui, dans son avis du 27 juillet 2013 sur le projet de loi 6593 précise que l'article 4 paragraphe (1) lettre (d) de la loi modifiée du 2 août 2002 et l'article 6 paragraphe 1., lettre e) de la Directive 95/46/CE pose le principe que les données personnelles ne doivent pas être conservées pendant une durée qui excède celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées.**

**Elle renvoie également à son propre avis du 27 février 2013 sur l'avant-projet de la même loi :**

*« Cependant elle suggère de les compléter par une disposition quant au traitement de ces données après la majorité du pensionnaire ou, en cas de continuation de la mesure au-delà de la majorité, après la fin définitive de la mesure.*

*Il ne fait aucun doute que le traitement des données relevant des juridictions de la jeunesse, de même que celui des données générées par le CSEE lui-même, doit être entouré de précautions toutes particulières en matière d'accès et de confidentialité afin de ne pas compromettre l'avenir des mineurs en question.*

*La Médiateure rappelle à cet égard les dispositions des articles 21.1. et 21.2. de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/33 du 29 novembre 1985 qui esquissaient déjà en 1985 une première piste en énonçant quant aux archives:*

*« 21.1 Les archives concernant les jeunes délinquants doivent être considérées comme strictement confidentielles et incommunicables à des tiers. L'accès à ces archives est limité aux personnes directement concernées par le jugement de l'affaire en cause ou aux autres personnes dûment autorisées.*

*21.2 Il ne pourra être fait état des antécédents d'un jeune délinquant dans des poursuites ultérieures contre adultes impliquant le même délinquant. ».*

*Le commentaire de ces articles précise:*

*« L'article vise à établir un équilibre entre des intérêts contradictoires concernant des archives ou des dossiers, à savoir, d'une part, ceux de la police, du parquet et des autres autorités soucieuses d'améliorer le contrôle et, d'autre part, les intérêts du délinquant. (Voir aussi l'article 8.) Par "autres personnes dûment autorisées" on entend, par exemple, les personnes chargées de recherches. ».*

*La règle 19 des Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Règles de la Havane), adoptées par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/113 du 14 décembre 1990 est beaucoup plus explicite à cet égard :*

*« Règle 19. Tous les rapports, y compris les dossiers judiciaires, les dossiers médicaux, les dossiers disciplinaires et tous autres documents relatifs à la forme et au contenu du traitement, sont placés dans un dossier individuel confidentiel qui est tenu à jour, qui ne peut être consulté que par les personnes habilitées et qui est classé de manière à pouvoir être aisément consulté. Le mineur doit, dans la mesure du possible, pouvoir contester tout fait ou opinion figurant dans son dossier, de façon à permettre la rectification des mentions inexactes ou sans fondement, et, pour l'exercice de ce droit, seront prévues des procédures permettant à un tiers approprié de consulter le dossier sur demande. A la libération du mineur, son dossier sera scellé et, à une date appropriée, sera détruit. ».*

*La Médiateure fait intégralement sien le raisonnement mené au prédit article 19 et recommande de compléter le point 8 de l'avant-projet de loi sous examen par une disposition prévoyant de rendre inaccessibles à toute personne les données*

*recueillies sur la personne d'un mineur dès l'âge de sa majorité, ou, en cas de continuation de la mesure au-delà de la majorité, dès la fin de la mesure. Pour des raisons techniques et économiques, une destruction de ces données selon les standards actuels de confidentialité, peut être envisagée à une époque ultérieure, lorsqu'un nombre suffisant de dossiers s'est accumulé. Il est évident aux yeux de la Médiateure que les données informatisées devront être détruites moyennant des procédures adaptées dès l'âge de la majorité d'un pensionnaire, ou, en cas de continuation de la mesure au-delà de la majorité, dès la fin de la mesure. »<sup>7</sup>*

**(13) La Médiateure rappelle partant la nécessité d'insérer une disposition garantissant que les archives deviennent inaccessibles d'une manière générale à partir de la majorité légale des pensionnaires, sauf dans l'hypothèse où la mesure est continuée après la majorité, auquel cas, les dossiers devront être rendus inaccessibles à la fin de la mesure.**

**Pour des raisons de coût, la destruction matérielle des dossiers peut être envisagée à un moment ultérieur, dès qu'une quantité suffisante de dossiers, permettant leur destruction professionnelle à un coût rationnel se sera accumulée.**

#### **2.4. Synthèse quant à l'analyse de conformité**

**(14) La Médiateure recommande avec insistance de reprendre les travaux législatifs relatifs au projet de loi 5351 dans les meilleurs délais afin d'apporter les amendements qui s'imposent à la loi sur la protection de la jeunesse.**

**La Médiateure souhaite que les responsables s'inspirent de ses recommandations formulées en la matière.**

**(15) La Médiateure s'oppose avec fermeté au maintien de la possibilité d'incarcérer des mineurs dans un établissement pénitentiaire réservé aux adultes, à l'exception des très rares cas visés par l'actuel article 32 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.**

Mis à part les sanctions consistant en un placement en cellule d'isolement, aucune disposition réglementaire ou interne ne précise les modalités d'application et la nature exacte des mesures disciplinaires énumérées à l'article 9 de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre socio-éducatif.

**(16) La Médiateure rappelle à ce sujet sa recommandation formulée dans son rapport du 24 mai 2012 :**

*« La Médiateure déplore que les mesures disciplinaires énumérées à l'article 9 de cette loi ne soient pas précisées davantage quant à leur nature et quant à leurs modalités d'application. En effet, le prédit article 9 ne livre que quelques précisions quant à la personne autorisée à appliquer une telle mesure et quant à sa désignation. En outre, l'article en question reprend les textes normatifs supranationaux et les recommandations du CPT en ce qui concerne le caractère exceptionnel et la limitation dans la durée de la mesure de l'isolement temporaire.*

---

<sup>7</sup> Avis de la Médiateure sur l'avant-projet de loi portant notamment réforme de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat, point 8, pages 8-9



*L'article en question précise en plus, en application des mêmes normes, les voies de recours contre les décisions disciplinaires.*

***La Médiateure recommande avec insistance de préciser les mesures disciplinaires envisageables en vertu de l'article 9 précité, ne serait-ce que par voie de règlement interne ou de service et de porter ce texte à la connaissance des mineurs concernés.***

*Ainsi, des précisions seraient de rigueur notamment en ce qui concerne la durée maximale des mesures appliquées que de la possibilité de leur reconduction, sauf dans le cas de l'isolement temporaire où la loi contient déjà les précisions requises.*

*En ce qui concerne l'exclusion temporaire des activités en commun, il serait souhaitable de préciser s'il s'agit d'office de l'ensemble des activités proposées ou si une mesure disciplinaire consistant en une exclusion partielle peut être appliquée également.*

*La mesure consistant en la soumission à un régime de surveillance plus étroit n'est pas autrement précisée. Vu le large éventail de possibilités envisageables en application de cette disposition, une clarification et une précision du point b) du prédit article 9 s'impose en tout cas.*

*Il en est de même en ce qui concerne le point d) du même article consistant en la relégation temporaire en chambre individuelle. Ici encore, il convient de préciser cette disposition par une limitation dans le temps. Une clarification de l'étendue de cette mesure s'impose également en ce qui concerne sa nature précise afin de bien la distinguer de l'isolement temporaire.*

*La Médiateure estime que ces précisions qui s'imposent ne doivent pas nécessairement figurer dans un texte de loi, mais le cas échéant dans un règlement interne. Force est de constater que le règlement grand-ducal du 9 septembre 1992 portant sur la sécurité et le régime de discipline dans les centres socio-éducatifs de l'Etat n'énonce dans son article 10 en grande partie que les dispositions reprises sous l'article 9 de la prédite loi organique postérieure. »<sup>8</sup>*

L'article 11 de la prédite loi de 2004 précise qu'un mineur qui doit subir une mesure d'isolement doit être vu dans un délai de 24 heures par un médecin en vue de constater son aptitude médicale à subir ce régime.

La Médiateure constate que sa recommandation faite dans son rapport précédant en la matière<sup>9</sup> n'a pas été suivie.

Dans ce rapport, la Médiateure avait retenu que cette mesure est en tout point comparable à une mise en cellule de punition en milieu pénitentiaire adulte. En pareil cas, les dispositions des articles 200 et 201 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires est d'application.

---

<sup>8</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (8), pages 15-16

<sup>9</sup> *ibid.*, point (9), pages 16-17



Aux termes de l'article 200 précité, chaque détenu doit être vu par un médecin en vue de constater l'aptitude médicale du détenu à ce régime particulier avant l'exécution de la mesure, à l'exception d'un fait grave dont la répression ne souffre aucun délai.

L'article 201 de ce règlement grand-ducal exige que tout détenu mis en cellule de punition doit être vu au moins deux fois par semaine par un médecin.

La Médiateure est d'avis qu'il n'est pas concevable qu'un mineur, placé sous l'empire de la loi sur la protection de la jeunesse dispose de moins de droits qu'un adulte incarcéré pour des faits pénaux.

**(17) Elle fait appel aux responsables afin que cette disposition importante trouve son entrée dans les textes légaux et réglementaires à concevoir.**

**(18) Dans le même esprit, elle recommande de faire entrer dans ces textes le droit des mineurs placés à être vus par un médecin dans les 24 heures de leur arrivée.<sup>10</sup>**

La Médiateure note que selon les dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, 3<sup>ième</sup> alinéa du projet de loi 6593, le transfert des mineurs placés dans l'unité de sécurité et leur garde pendant une éventuelle hospitalisation seront de la compétence de la Police grand-ducale.

**(19) La Médiateure recommande dès lors de s'inspirer, en ce qui concerne les modalités pratiques et les procédures, de la convention commune établie entre les Etablissements pénitentiaires, la Police grand-ducale et le Centre Hospitalier de Luxembourg. Ce document est confidentiel, de sorte qu'une reproduction à cet endroit s'interdit. La Médiateure invite les responsables à solliciter ce document directement auprès des autorités policières ou pénitentiaires.**

**(20) La Médiateure aurait voulu analyser dans le cadre de ce rapport également la dernière version du projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation de l'unité de sécurité, tel qu'il a été soumis à l'examen du Conseil d'Etat.**

**La Médiateure regrette que ce document ne lui a pas été transmis, malgré une demande écrite auprès du Ministère compétent.**

### **3. Les constats sur place**

#### **3.1. Les modalités d'entrée**

La Médiateure se réjouit que tant les responsables sur place que les nombreux mineurs avec lesquels l'équipe de contrôle s'est entretenue confirmaient que le transport par la Police grand-ducale continuent à être effectués sans menottes et dans le respect des circonstances particulières devant entourer le transport des mineurs.

La Médiateure avait constaté dans son rapport sur le CSEE de 2012 qu'aucune disposition légale ou réglementaire nationale ne détermine l'usage de menottes sur des personnes mineures et que seules les dispositions de service internes de la Police grand-ducale prévoient une procédure claire.

Or, cette procédure allait à l'encontre des normes internationales en vigueur, de sorte que la Médiateure avait recommandé dans le prédit rapport de changer ces dispositions dans le

---

<sup>10</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (11), page 19-20

sens d'une interdiction de principe du recours aux menottes qui ne devrait être autorisé que dans des cas d'exception absolue où des considérations objectives tenant tant à la sécurité publique, à celle des agents de Police qu'à celle des mineurs concernés rendent inévitable l'application de moyens de contrainte.

**(21) La Médiateure tient à féliciter les responsables de la Police grand-ducale d'avoir apporté les changements recommandés à leurs instructions de service.**

En effet, les nouvelles instructions de service, version septembre 2013 prévoient au Chapitre « *Festnahme und Verhaftung von Personen* », point 3. « *Vorsichtsmaßnahmen* », vo. « *Gebrauch von Handschellen* », page 3, explicitement que : « *Mit Ausnahme der Überführung derjenigen Personen, welche verurteilt sind oder sich in Untersuchungshaft befinden, ist der Gebrauch Handschellen prinzipiell nicht vorzunehmen bei Minderjährigen.* »

L'équipe de contrôle a pris les renseignements qui s'imposent auprès de la Direction « Organisation, Méthode et Emploi » de la Police grand-ducale afin de savoir quelle serait la définition à apporter au passage « *Mit Ausnahme der Überführung derjenigen Personen, welche verurteilt sind oder sich in Untersuchungshaft befinden* ».

Selon la Police grand-ducale, l'exception des personnes en détention préventive et des personnes condamnées ne s'applique, en ce qui concerne les mineurs exclusivement à ceux, âgés de 16 ans au moins, se trouvant en détention préventive ou étant condamnés suite à l'application de la procédure prévue à l'article 32 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. Il s'agit de mineurs qui en raison de la nature de l'infraction commise et sur ordonnance motivée du juge de la jeunesse, sont soumis au droit commun, donc dans le cas d'espèce, au droit pénal applicable aux adultes.

D'après la connaissance de l'équipe de contrôle, seulement deux mineurs ont été soumis au régime ordinaire dans les derniers 25 ans.

Comme les mineurs ne peuvent faire l'objet d'une détention préventive, ni d'une condamnation pénale, hormis le cas de figure précité, l'équipe de contrôle conclut que le recours aux menottes est exclu par principe en ce qui concerne les mineurs ne tombant pas sous l'application de cette disposition.

Quant aux modalités d'entrée au CSEE proprement dites, celles-ci n'ont guère changé depuis l'époque du dernier rapport.

L'équipe de contrôle a appris que deux brochures d'information, la première destinée aux pensionnaires et la seconde aux visiteurs sont en voie d'élaboration et devraient pouvoir être distribuées à leurs destinataires vers octobre 2014.

Pour l'instant, l'équipe de contrôle n'a pu prendre connaissance que de la table des matières de ces brochures, les textes devant être élaborés pendant les vacances d'été 2014.

Il est prévu d'éditer ces brochures au moins en langue luxembourgeoise, française, allemande, portugaise et éventuellement également en langues serbe et croate.

**(22) La Médiateure apprécie cette façon de procéder et tient à remarquer que la même démarche s'est révélée déjà particulièrement utile au CPL, au CPG et au Centre de Rétention.**

**La mise à disposition d'une telle brochure d'information répond en outre aux exigences posées par le point 24 des Règles de la Havane<sup>11</sup> qui dispose que :**

---

<sup>11</sup> Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, adoptées par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/113 du 14 décembre 1990

*« Lors de son admission, chaque mineur doit recevoir un exemplaire du règlement de l'établissement et un exposé écrit de ses droits dans une langue qu'il comprend, avec l'indication de l'adresse des autorités compétentes pour recevoir les plaintes et de celle des organismes publics ou privés qui fournissent une assistance judiciaire. Si le mineur est illettré ou ne lit pas la langue dans laquelle les informations sont données, celles-ci lui seront fournies de manière qu'il puisse les comprendre pleinement. »*

**(23) La Médiateure souhaite pouvoir prendre connaissance du texte définitif de la brochure dès sa finalisation.**

En ce qui concerne les modalités entourant l'entrée des mineurs au CSEE, la Médiateure a encore dû relever dans son précédent rapport de 2012 que les violences physiques et psychiques exercées par les pensionnaires déjà placés depuis une période plus longue étaient malheureusement assez fréquentes.

De l'avis unanime des mineurs avec lesquels l'équipe de contrôle a pu s'entretenir, ce phénomène semble avoir disparu ce qui rassure la Médiateure. L'équipe de contrôle a tenté de déceler les raisons de la disparition de cette pratique intolérable. Tous les responsables, qu'ils fassent partie du personnel socio-éducatif, enseignant ou psycho-social ont confirmé que le phénomène des violences s'est estompé d'une manière générale, notamment en ce qui concerne le site de Dreiborn. Or, d'après les mêmes responsables, ceci relèverait surtout d'un heureux hasard tenant à la composition actuelle des pensionnaires. Tous ont affirmé que la situation peut changer très rapidement avec l'arrivée de quelques nouveaux pensionnaires plus enclins à la violence. Comme la rotation des pensionnaires au CSEE est assez importante, une vigilance particulière quant aux violences commises par des mineurs sur leurs co-pensionnaires demeure donc de mise.

L'équipe de contrôle a pu constater que l'ensemble des acteurs au CSEE sont bien sensibilisés à ce sujet et qu'ils observent avec précision le comportement des jeunes sous leur responsabilité.

La Médiateure est d'avis que le phénomène du comportement violent des pensionnaires du CSEE mérite une attention constante. Elle ne peut dès lors qu'encourager le personnel à maintenir une vigilance particulière en la matière.

(24) Toujours à cet égard, la Médiateure tient à rappeler deux recommandations formulées dans son rapport de 2012 sur le CSEE :

***« Dans la logique de l'éducateur de référence, la Médiateure propose d'instaurer un système de tutorat entre les mineurs. Si chaque mineur qui vient d'être placé au CSEE se voyait assigner un tuteur à choisir par la direction, ensemble avec le personnel éducatif et scolaire, parmi les mineurs pensionnaires du CSEE selon des critères tenant à la maturité, à l'intégration sociale, à la fiabilité et au profil psychologique, la situation actuelle pourrait être désamorcée.***

*A part un certain effet de protection au profit des plus vulnérables, cette procédure aurait aussi l'avantage de contribuer à la responsabilisation sociale des mineurs chargés d'un tel tutorat.*

*La Médiateure note avec satisfaction que le relevé des activités proposées aux pensionnaires des trois unités de vie du site de Dreiborn comprend également un groupe de parole abordant l'entraînement anti-agressif<sup>12</sup>*

***En complément à cette procédure, la Médiateure suggère vivement d'intégrer la lutte contre les violences dans des ateliers pédagogiques traitant la gestion des conflits, obligatoires pour tous les pensionnaires du CSEE, de quelque âge qu'ils soient. »<sup>13,14</sup>***

**(25) La Médiateure propose aux responsables du CSEE de faire organiser par des spécialistes en médiation une formation à l'attention du personnel et également des pensionnaires, si cela était souhaité, afin de les familiariser avec les techniques de désescalade.**

La Médiateure maintient son avis que tout acte de violence devrait être suivi d'une instruction systématique et le cas échéant également d'une sanction disciplinaire conséquente.

Tout comme lors du rapport de 2012, il est à relever qu'il n'existe pas d'automatisme garantissant en tout état de cause qu'un mineur qui vient d'être nouvellement placé au CSEE soit examiné par un médecin dans les 24 heures de son arrivée.

Ceci tient avant tout au fait que contrairement au CPL, le CSEE ne dispose pas d'une permanence médicale sur place. En effet, le CSEE est en la matière tributaire de la disponibilité des médecins généralistes avec lesquels il travaille sur les deux sites.

Force est cependant de constater qu'il y a une permanence infirmière sur les deux sites pendant des plages horaires assez larges, de sorte qu'un premier examen d'un nouvel arrivant peut toujours se faire dans des délais raisonnables, voire immédiatement. L'équipe de contrôle a pu obtenir la confirmation que tout mineur nouvellement placé qui présente des signes laissant présager un éventuel problème médical est immédiatement soumis à une visite médicale, effectuée en pareil cas par le médecin de garde.

La procédure normale en place garantit que tout mineur soit examiné par un médecin au plus tard dans les 48 heures de son arrivée, la très grande majorité des examens médicaux ayant lieu dans un délai de 24 heures.

La procédure en place devrait dans une certaine mesure garantir le respect des impératifs liés à la santé du pensionnaire nouvellement placé, du personnel et des co-pensionnaires. La Médiateure doit cependant vérifier si les procédures en place et le droit en vigueur sont conformes aux normes internationales.

En ce qui concerne les dispositions des Nations Unies, il y a lieu de constater que le point 24 de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus dispose que : « *Le médecin doit examiner chaque détenu aussitôt que possible après son admission et aussi souvent que cela est nécessaire ultérieurement (...)* ». <sup>15</sup>

Il y a donc lieu de retenir que la procédure en vigueur au CSEE est conforme à cette disposition. Il en est de même en ce qui concerne le point 62.5 des Règles européennes

---

<sup>12</sup> Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Rapport d'activités 2013, chapitre 5.2.1. CSEE Dreiborn, page 253

<sup>13</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (17), pages 27-28

<sup>14</sup> Un exemple de tels ateliers peut être consulté par exemple sur le site [www.eada.lu](http://www.eada.lu)

<sup>15</sup> Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Genève en 1955 et approuvé par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2076 (LXII) du 13 mai 1977

pour les délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures<sup>16</sup>, aux termes duquel : « *Dès que possible après son admission, le mineur doit être soumis à un examen médical, un dossier médical doit être ouvert et le traitement de toute maladie ou blessure doit être engagé.* »

La procédure est également conforme aux normes imposées par le point 42.1 des Règles pénitentiaires européennes<sup>17</sup> aux termes duquel : « *Le médecin ou un(e) infirmier(ère) qualifié(e) dépendant de ce médecin doit voir chaque détenu le plus tôt possible après son admission et doit l'examiner, sauf si cela n'est manifestement pas nécessaire.* »

En revanche, la procédure en place ne répond pas aux exigences plus strictes du point 50 des Règles de La Havane<sup>18</sup> qui dispose que : « *Dès son admission dans un établissement pour mineurs, chaque mineur a le droit d'être examiné par un médecin afin que celui-ci constate toute trace éventuelle de mauvais traitement et décèle tout état physique ou mental justifiant des soins médicaux.* »

Elle ne répond pas non plus aux exigences suivantes, formulées par le CPT<sup>19</sup> :

*« 39. Tous les mineurs privés de liberté devraient bénéficier d'un entretien approprié et d'un examen physique par un médecin aussitôt que possible après leur admission dans un centre de détention ; sauf circonstances exceptionnelles, l'entretien/examen médical devraient être effectués le jour de l'admission. Toutefois, le premier point de contact d'un jeune nouvel arrivant avec le service de santé peut être un infirmier diplômé qui fait rapport à un médecin.*

*S'il est effectué correctement, un tel contrôle médical à l'admission devrait permettre au service de santé de l'établissement d'identifier les jeunes avec des problèmes de santé potentiels (par exemple, toxicomanie, tendances suicidaires). L'identification de ces problèmes, à un stade suffisamment précoce, facilitera l'adoption de mesures préventives efficaces dans le cadre du programme de prise en charge médico-psycho-social de l'établissement.* »

Après analyse des normes internationales précitées, il appert que la procédure actuellement en place répond en large partie aux exigences en vigueur. Elle gagnerait cependant à être améliorée. Eu égard au nombre relativement restreint de mineurs placés, il n'est certes pas indiqué de recommander la présence d'un médecin sur place pendant des plages horaires similaires à ceux du CPL.

**(26) Une solution alternative pourrait être trouvée en s'inspirant des usages en vigueur au CPL. En effet, lorsque la Police grand-ducale est amenée à conduire une personne au CPL en vue d'y être admise, elle prend soin de la soumettre au préalable à un examen médical constatant l'aptitude à la détention. Généralement, ces consultations se font au service d'urgence de l'Hôpital de garde.**

---

<sup>16</sup> Recommandation CM/Rec(2008)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles européennes pour les délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures, adoptée par le Comité des Ministres le 5 novembre 2008, lors de la 1040e réunion des Délégués des Ministres

<sup>17</sup> Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles pénitentiaires européennes, adoptée par le Comité des Ministres le 11 janvier 2006, lors de la 952e réunion des Délégués des Ministres

<sup>18</sup> Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, adoptées par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/113 du 14 décembre 1990

<sup>19</sup> CPT/Inf/E (2002)1-Rév.2010, extrait du 9<sup>ème</sup> Rapport général [CPT/Inf (99)12]

**La Médiateure recommande aux responsables du CSEE de trouver un arrangement analogue avec la Police grand-ducale.**

### 3.2. Santé

#### 3.2.1. Hygiène

Déjà dans le précédent rapport de 2012, la Médiateure estimait que, de manière générale, l'hygiène des parties communes sur les deux sites était acceptable. Lors de sa récente mission sur place, l'équipe de contrôle a pu constater avec satisfaction que des changements importants ont eu lieu et que l'hygiène des lieux s'est encore améliorée.

**(27) La Médiateure s'en réjouit et félicite les responsables du CSEE pour l'ensemble des efforts entrepris.**

Le nombre d'actes de vandalisme dont le dernier rapport faisait état semble avoir diminué. Très peu de traces de vandalisme ont pu être relevées par l'équipe de contrôle.

A cet égard, l'équipe de contrôle a constaté que de nombreux tableaux du type street-art et d'assez grande taille, conçus par les pensionnaires avec l'aide d'un intervenant externe spécialisé en ce genre d'art ont été accrochés. Aucun de ces tableaux ne porte la moindre trace d'actes de vandalisme.

Les éducateurs étaient unanimes pour dire que les mineurs étaient enthousiastes pour participer à ces ateliers de peinture et qu'ils respectaient généralement ce qu'ils ont conçu eux-mêmes. L'équipe de contrôle s'est pu en rendre compte à l'issue d'une séance de peinture après laquelle les jeunes ont montré avec fierté leurs créations très réussies.

**(28) La Médiateure s'interroge s'il n'était pas utile de mettre à profit ce phénomène en faisant participer activement les jeunes à des travaux de peinture, toujours nécessaires dans des infrastructures aussi importantes que celles du CSEE, tout en leur permettant une certaine liberté artistique, sous le contrôle et la surveillance d'un homme de l'art évidemment.**

De cette manière, il serait probablement possible de diminuer encore davantage la détérioration volontaire, notamment de la mise en peinture.

**(29) La Médiateure maintient sa recommandation formulée dans le rapport de 2012 consistant à faire participer les auteurs de détériorations aux travaux de réparation des dommages causés.**

En 2012, une seule femme de charge était responsable du nettoyage de l'ensemble des parties communes du site de Schrassig. Le rapport mentionnait que malgré toute la bonne volonté de la personne en charge, il lui était impossible, au vu de la taille de l'immeuble, de suffire à cette tâche. La Médiateure avait recommandé aux autorités responsables de débloquer les ressources financières nécessaires à l'engagement d'une femme de charge supplémentaire.

**(30) La Médiateure remercie les responsables d'avoir suivi cette recommandation. Elle relève avec satisfaction que l'hygiène des lieux est actuellement garantie par deux personnes en charge des travaux de nettoyage.**

En 2012, l'équipe de contrôle a dû constater que sur les deux sites du CSEE, les installations sanitaires étaient assez vétustes et ne répondaient plus aux normes en vigueur.

**(31) Ici encore, la Médiateure note avec satisfaction que sa recommandation a été suivie d'effets.**

En effet, l'ensemble des blocs sanitaires du site de Schrassig, à l'exception de celui de la section fermée, ont été rénovés et une aération adéquate, permettant d'éviter efficacement l'apparition de moisissures a été installée.

L'équipe de contrôle a été informée que la rénovation du bloc sanitaire de la section fermée aura lieu soit fin 2014, soit début 2015.

Au site de Dreiborn, l'intégralité de la robinetterie et des lavabos des blocs sanitaires ainsi qu'une grande partie de la tuyauterie ont été refaites. Des travaux de rénovation supplémentaires des blocs sanitaires sont encore prévus et s'achèveront avant fin 2014.

Le carrelage des blocs sanitaires du site de Dreiborn est en état acceptable et il n'y avait pas de problèmes de moisissures, de sorte qu'il n'est, contrairement au site de Schrassig, pas absolument nécessaire de procéder à son remplacement.

Mis à part le bloc sanitaire de l'unité fermée de Schrassig, toutes les installations sanitaires ont été mises en conformité.

**(32) La Médiateure n'ignore pas l'effort logistique et le dérangement que de tels travaux suscitent dans une structure qui est habitée en permanence. Elle tient à féliciter explicitement les responsables pour cette initiative.**

**(33) Il est évident que toutes les dispositions doivent être prises par les responsables en vue d'assurer un entretien correct des nouvelles installations et afin de prévenir toute détérioration par les pensionnaires.**

Le manque de papier de toilette et l'absence de savon dans les distributeurs, soulevés encore dans le rapport de 2012, ne semblent plus exister. La direction a pris des dispositions pour assurer un approvisionnement en quantités suffisantes.

L'équipe de contrôle n'a, lors de la visite sur place, pas pu détecter de distributeurs vides. Au bloc sanitaire de l'unité fermée de Dreiborn, les distributeurs, bien que toujours présents, ne sont pas utilisés, le savon est mis à disposition des pensionnaires sous forme liquide dans de grands flacons.

Les dires des pensionnaires rencontrés par l'équipe de contrôle ont également confirmé que le manque, voire l'absence de papier toilette et de savon a cessé d'exister.

**(34) La Médiateure s'en réjouit.**

Le rapport de 2012 relevait également que les pensionnaires souffrant de problèmes allergiques ou de problèmes dermatologiques ne pouvaient pas obtenir des produits adéquats.

**(35) La Médiateure se réjouit que ce problème ait pu trouver une solution.**

En effet, le service infirmier a étudié cette problématique avec un médecin et ils ont identifié une liste de produits hygiéniques adaptés aux différents problèmes dermatologiques et allergiques dont les pensionnaires souffrent plus fréquemment. Ces produits sont dorénavant mis à la disposition des mineurs en cas de besoin.



Les remarques de la Médiateure au sujet de l'état des lieux dans lesquels les activités artistiques ont eu lieu jusqu'en 2013 sont devenues sans objet suite à l'incendie survenu en avril 2013 qui a rendu les infrastructures inutilisables en grande partie.

Mis à part la remise en peinture de quelques chambres des pensionnaires de Dreiborn, aucun changement notable n'est intervenu depuis l'époque du dernier rapport, de sorte que la Médiateure maintient intégralement sa recommandation suivante :

*« L'entretien des chambres des pensionnaires est à charge des jeunes eux-mêmes.*

*La Médiateure approuve la responsabilisation des jeunes à cet égard, mais suggère de surveiller de manière plus régulière la propreté des chambres. Ceci s'impose notamment à Dreiborn où les mineurs sont en raison du manque de chambres obligés de partager une pièce à deux, voire à trois, ce qui nécessite de toute évidence une attention accrue pour les considérations d'hygiène.*

*Il s'ajoute à ceci qu'il n'est pas possible aux mineurs d'ouvrir les fenêtres dans leur chambre, mais que celles-ci peuvent uniquement être ouvertes par les éducateurs, en l'absence des jeunes. L'aération adéquate des chambres, telle qu'elle est prévue par certains textes normatifs internationaux en vigueur ne peut être garantie par le dispositif technique actuellement en place. »<sup>20</sup>*

La Médiateure rappelle que les Règles pénitentiaires européennes prévoient à cet égard que :

*« Dans tous les bâtiments où des détenus sont appelés à vivre, à travailler ou à se réunir (...) les fenêtres doivent être suffisamment grandes pour que les détenus puissent lire et travailler à la lumière naturelle dans des conditions normales, et pour permettre l'entrée d'air frais, sauf s'il existe un système de climatisation approprié(...) »<sup>21</sup>*

La Médiateure reviendra de manière exhaustive sur le sujet de la participation des mineurs du site de Dreiborn aux travaux d'entretien et de nettoyage.

De nombreux jeunes se sont plaints de la mauvaise qualité de l'air dans leur chambre à coucher. Ceci est d'autant plus le cas dans les chambres où les jeunes doivent cohabiter à trois dans un espace relativement restreint pendant les heures de nuit.

L'équipe de contrôle a également eu connaissance du fait que certains pensionnaires ont trouvé un moyen d'ouvrir ces fenêtres moyennant un dispositif bricolé par lequel ils risquent de se blesser.

**(36) La Médiateure est consciente des conséquences financières et logistiques importantes de sa recommandation, mais elle insiste qu'un moyen soit trouvé dans un futur rapproché qui permette une aération adéquate des chambres des pensionnaires. Elle donne à considérer qu'il existe des dispositifs répondant aux exigences sécuritaires d'un milieu privatif de liberté permettant une ouverture des fenêtres par inclinaison. L'angle d'inclinaison de ces fenêtres est relativement réduit, de sorte qu'il est exclu qu'une fugue pourrait être facilitée par le dispositif qui, de surcroît est conçu pour résister aux actes de vandalisme et aux tentatives de manipulation.**

---

<sup>20</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (25), pages 30-31

<sup>21</sup> Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles pénitentiaires européennes, adoptée par le Comité des Ministres le 11 janvier 2006, lors de la 952<sup>e</sup> réunion des Délégués des Ministres, règle 18.2 a.



L'équipe de contrôle a été informée qu'il est prévu de procéder à l'installation d'une climatisation à froid dans un futur proche.

### **(37) La Médiateure demande à être informée de la date prévue pour ces travaux.**

Tout comme à l'occasion de sa dernière visite sur place, l'équipe de contrôle a pu constater que les modalités concernant le lavage des vêtements sont toujours différentes sur les deux sites.

A Schrassig, les pensionnaires sont elles-mêmes en charge du nettoyage de leurs effets vestimentaires alors qu'au site de Dreiborn, le nettoyage des vêtements des pensionnaires est pris en charge par une buanderie centrale.

D'une manière générale, la Médiateure réitère son avis émis dans le rapport de 2012 qu'elle se prononce contre une telle différence de traitement. Il ne faut en effet pas oublier qu'entretenir ses vêtements constitue un acte de la vie quotidienne qui fait partie de l'hygiène personnelle que la très grande majorité des enfants apprennent à la maison.

Tout comme savoir entretenir un logement ou disposer de capacités élémentaires en matière de cuisine, il s'agit de connaissances qui seront indispensables aux pensionnaires des deux sexes pour pouvoir mener une vie indépendante et décente.

Il importe dès lors que ces facultés soient apprises pendant leur séjour au CSEE.

L'équipe de contrôle s'est longuement entretenue avec des pensionnaires des deux sexes à ce sujet. Il faut avouer que la situation est plus complexe qu'elle ne pourrait paraître à première vue.

En effet, une petite majorité des pensionnaires du site de Schrassig semblent préférer laver elles-mêmes leurs vêtements pour des raisons assez diverses allant de considérations tenant à la préservation de leur intimité, à la crainte que des vêtements puissent se perdre, être détériorés ou volés en buanderie centrale.

Un nombre non-négligeable de filles préférerait que la buanderie centrale s'occupe de l'entretien de leurs vêtements, ceci avant tout pour des raisons de commodité. Quelques très rares pensionnaires n'ont pas d'opinion arrêtée sur le sujet.

A Dreiborn, la situation est différente. De très nombreux pensionnaires se plaignent que des vêtements soient perdus ou détériorés par la buanderie centrale et ils proposent même quelques pistes de solution comme le recours à des sacs de lavage individuels, contenant l'ensemble des vêtements à nettoyer d'un pensionnaire et qui serait placé avec son contenu dans le lave-linge évitant ainsi des pertes ou des confusions.

Rares sont les jeunes de Dreiborn qui ont dit préférer laver eux-mêmes leurs affaires.

Un grand nombre semble être désintéressé par la question.

A Schrassig, les draps de lit sont lavés par une salariée du centre alors qu'à Dreiborn, les jeunes sont appelés à s'en occuper eux-mêmes, avec l'assistance du personnel éducatif.

La faible propension des pensionnaires masculins à s'occuper eux-mêmes du nettoyage de leurs vêtements laisse craindre la survenance de problèmes d'hygiène si cette tâche leur était imposée sans surveillance rapprochée.

D'un autre côté, il est inacceptable qu'un jeune quitte le CSEE à sa majorité, supposé être à même de mener une vie autonome, sans être capable d'effectuer des tâches ménagères de base.

**(38) La Médiateure suggère aux autorités compétentes d'entamer des deux côtés un travail de sensibilisation devant aboutir à terme à des modalités de nettoyage des vêtements identiques sur les deux sites dans le sens que les pensionnaires deviendront eux-mêmes responsables de l'état de leurs effets vestimentaires. Une préparation réfléchie de la mise en place de ce nouveau système serait certainement nécessaire et un engagement accru du personnel socio-éducatif sera incontournable, tant au niveau de l'assistance qu'à celui du contrôle continu de l'hygiène personnelle des pensionnaires.**

Tout comme dans les établissements pénitentiaires, la Médiateure insiste sur la nécessité absolue du maintien d'une hygiène personnelle irréprochable. Il ne s'agit ici pas d'une considération anodine, mais de la manifestation du respect envers soi-même et envers le personnel et les co-pensionnaires qui ont le droit absolu de travailler, voire de vivre dans un environnement sain, positif et propice. Le même raisonnement vaut pour l'état des infrastructures et le respect qui s'exprime par la qualité de la communication verbale.

La Médiateure constate avec satisfaction que les lave-linge vétustes au site de Schrassig ont été échangés.

L'équipe de contrôle a pu constater que l'état d'entretien des alentours extérieurs des deux sites est excellent et que des progrès importants ont été réalisés depuis la dernière mission de contrôle. Il s'agit là encore d'un des nombreux facteurs dont la somme contribue à maximiser les chances d'un travail social réussi.

Tout comme à l'occasion de la visite en 2012, l'état de la cuisine centrale du site de Dreiborn est satisfaisant et n'appelle pas de commentaires particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les cuisines se trouvant au sein des unités de vie à Schrassig.

L'équipe de contrôle apprécie expressément le système des « offices » en place à Schrassig. Il s'agit d'un système à rotation hebdomadaire attribuant à chaque pensionnaire différentes tâches ménagères à accomplir à des jours fixes au sein de son unité de vie.

**(39) Il s'agit sans doute d'un exemple de bonne pratique dont la transposition à Dreiborn mériterait d'être prise en considération.**

### 3.2.2. Alimentation

La Médiateure a constaté que les modalités entourant l'alimentation au CSEE n'ont que peu changé.

La composition en ETP de l'équipe de cuisine est restée identique.

La pratique selon laquelle les repas de midi servis au site de Schrassig continuent à être élaborés à Dreiborn n'a également pas changé. Il en est de même en ce qui concerne les repas servis aux pensionnaires qui fréquentent un établissement scolaire externe ou qui poursuivent un apprentissage ou encore un stage à l'extérieur et qui ne peuvent se restaurer dans une cantine. On réserve à ces pensionnaires une portion du repas prévu de midi qu'ils peuvent se réchauffer lors de leur retour le soir.

L'équipe de contrôle a mangé une fois sur place à midi, le repas servi ne donnait lieu à aucune contestation, il était correct, léger et accompagné de légumes et de pâtes, les quantités servies étaient plus que suffisantes.

La Médiateure note avec satisfaction que le CSEE a fait analyser l'alimentation servie aux pensionnaires par une diététicienne.

A la lecture du rapport, elle se demande cependant si le rapport a été établi sur base de la seule analyse des menus annoncés ou si la diététicienne a effectivement contrôlé sur place à plusieurs reprises les repas servis.

Tout comme lors du rapport précédent, les critiques de l'équipe de contrôle ne visent pas tant les repas servis à midi, où, d'après les dires des pensionnaires, des progrès semblent avoir été réalisés, mais plutôt les petits-déjeuners et surtout les dîners.

Il est en effet à relever que selon les dires des pensionnaires, les plats servis à midi seraient devenus plus légers.

S'il est bien vrai que le menu distribué et affiché renseigne chaque soir sur la proposition de crudités et de salade verte, cette annonce doit être relativisée par les constats pratiques faits par l'équipe de contrôle sur place.

En effet, si de la salade verte semble toujours être disponible, il en est autrement des crudités. L'offre en crudités semble souvent se limiter aux légumes non consommés à midi et agrémentés d'une vinaigrette, voire d'une sauce à base de mayonnaise.

Lors des deux passages de l'équipe de contrôle à l'occasion de dîners, il n'y avait au premier passage pas de crudités, hormis la salade verte, au deuxième passage l'offre en crudités se limitait, pour un groupe de 20 jeunes, à un petit saladier d'une contenance de 500 ml environ, d'haricots verts, accompagnés d'une vinaigrette.

En général, les mineurs se plaignent de l'absence de choix véritable et donc de la répétitivité des plats servis. Si le menu mentionne bel et bien que par exemple, les fromages servis varient chaque jour, il ne faut pas oublier qu'il s'agit souvent de fromages de type industriel, peu nuancés dans leur goût et à apparence similaire. Ces fromages sont en plus coupés en tranches à midi et mis sous film alimentaire en attendant le repas du soir.

Il en est de même en ce qui concerne le choix des salaisons.

L'équipe de contrôle a également été informée par certains membres du personnel socio-éducatif que les quantités proposées aux dîners n'étaient pas toujours suffisantes.

Pour des raisons tenant à l'hygiène alimentaire et partant au respect des normes HACCP, il est interdit au personnel éducatif d'aller en cuisine pour découper du fromage ou des salaisons supplémentaires en cas de besoin.

**(40) Vu que tous les aliments pour les repas du soir sont stockés dans des réfrigérateurs à l'extérieur de la cuisine, la Médiateure s'interroge s'il n'était pas possible de prévoir dans les mêmes réfrigérateurs une petite réserve en aliments non-découpés. En cas de besoin avéré, le personnel socio-éducatif pourrait y avoir recours pour suppléer à un manque éventuel. Ceci nécessiterait qu'une machine à découper soit installée à l'extérieur de la cuisine. Pour des raisons de sécurité et d'hygiène, l'utilisation de cette machine devrait être strictement réservée au personnel socio-éducatif.**

L'équipe de contrôle a pu constater que certains jeunes qui participent aux cours de boulangerie-pâtisserie au site de Schrässig ramènent occasionnellement à Dreiborn des aliments qu'ils ont préparés pendant ces cours afin d'agrémenter le dîner, sous réserve que ces aliments préparés pendant les cours soient mis à disposition de l'ensemble du groupe qui prend son dîner en commun.

Elle a pour effet de varier quelque peu le quotidien des pensionnaires, mais elle peut également générer des effets très positifs tant dans le chef du pensionnaire qui a produit le plat qu'au niveau de la dynamique de groupe.

**(41) A cet effet, la Médiateure salue également la distribution régulière de viennoiseries préparées par le même atelier. Elle suggère d'encourager ces travaux de sorte à ce que cette activité, tout en poursuivant un but socio-éducatif important, augmente la variation de l'offre alimentaire.**

Le problème de la qualité du pain mis à disposition dont la Médiateure faisait état dans son rapport de 2012 semble être résolu. Le pain est maintenant congelé. Cependant, l'équipe de contrôle a pu constater que le pain servi n'était pas toujours entièrement décongelé. Une attention plus accrue devrait dès lors être accordée à ce point.

### 3.2.3. Soins médicaux

La Médiateure se réjouit que l'effectif en personnel infirmier ait été porté depuis l'époque du rapport de 2012 de 1 à 2,5 ETP.

L'organisation de l'infirmierie et des consultations médicales n'a pas significativement changé depuis 2012.

Le personnel infirmier continue à préparer les doses journalières des médicaments prescrits, ces médicaments étant toujours distribués par le personnel éducatif.

Si la Médiateure pouvait accepter cette pratique lors de son précédent rapport au vu du manque flagrant en personnel infirmier, elle n'entend plus cautionner la procédure en place avec la dotation actuelle de 2.5 ETP en infirmiers.

Il y va du respect du secret médical qui est mis en péril si les membres du service socio-éducatif ont connaissance du traitement médical d'un pensionnaire.

**(42) La Médiateure insiste que la distribution des médicaments se fasse dorénavant exclusivement par le personnel infirmier, sauf aux moments de la semaine où aucun infirmier n'est présent sur le site.**

Le contrôle de la prise effective de certains médicaments peut être d'une importance majeure selon la pathologie dont souffre le patient. Il a été constaté que la prise effective des médicaments prescrits n'est pas toujours surveillée.

**(43) La Médiateure suggère dès lors que le personnel socio-éducatif, et dans la mesure du possible, le personnel infirmier s'assure de la prise effective des médicaments prescrits.**

Dans les cas où la pathologie du mineur impose une prise régulière d'un ou de plusieurs médicaments prescrits, le personnel infirmier devrait du moins sensibiliser, toujours dans le respect du secret médical, le personnel socio-éducatif à surveiller de près le comportement du mineur à cet égard.

La Médiateure se félicite que sa recommandation (41) suivante, formulée dans son rapport de 2012 ait été observée.

*« Certains problèmes concernant la mise à disposition des médicaments ont été rapportés à l'équipe de contrôle. Ainsi, différents mineurs ont expliqué qu'ils avaient*

*besoin d'un inhalateur pour patients asthmatiques, mais qu'il leur serait interdit de porter cet inhalateur sur eux lors de la fréquentation d'une école à l'extérieur.*

*Il est à noter qu'une crise asthmatique peut se déclencher à tout moment et qu'en pareil cas, le mineur a un besoin urgent de cet inhalateur, indépendamment de l'endroit où il se trouve. Vu que les jeunes fréquentent dans toute la mesure du possible, leur école d'origine, cette manière de procéder semble inacceptable à la Médiateure.*

*Cette situation semble d'autant plus incompréhensible alors qu'il a été rapporté à l'équipe de contrôle que pendant un séjour en section fermée, les mineurs pourraient garder cet inhalateur sur eux.*

***La Médiateure recommande d'établir des critères précis permettant aux mineurs de disposer personnellement des médicaments prescrits par un médecin. Il faut pouvoir garantir à tout moment l'accès aux médicaments prescrits par les médecins dont un usage spontané peut devenir nécessaire, comme c'est notamment le cas pour les inhalateurs destinés aux personnes asthmatiques. »<sup>22</sup>***

**(44) La Médiateure félicite également les responsables de l'infirmierie d'avoir pris des dispositions internes garantissant que le contenu des trousse de secours soit régulièrement contrôlé et remplacé en cas de besoin.**

L'équipe de contrôle a été informée par les responsables du service de l'infirmierie que les dossiers médicaux sont dorénavant uniquement accessibles aux médecins et au personnel infirmier, à l'exclusion de toute autre personne. Ceci consistait encore un point de critique en 2012.

**(45) La Médiateure remercie les responsables d'avoir clarifié cette situation dans le sens recommandé.**

#### 3.2.4. Prévention et contraception

L'équipe de contrôle a pu constater que la consommation de substances illicites semble exclusivement se concentrer sur les cannabinoïdes ainsi qu'occasionnellement sur des substances de synthèse.

Contrairement à la mission précédente, l'équipe de contrôle n'a plus eu connaissance d'un cas de consommation d'opiacés ou de cocaïne.

Ceci a évidemment une incidence sur la propagation de certaines maladies transmissibles.

**(46) Cependant, la consommation de substances illicites presque généralisée est extrêmement préoccupante de sorte que la Médiateure y reviendra en détail dans ce rapport.**

**(47) Pour le surplus, elle entend maintenir intégralement ses recommandations formulées au titre de la prévention et de la contraception.**

**(48) Au vu de l'augmentation considérable en ETP du personnel infirmier, la Médiateure renvoie avec insistance sur sa recommandation (45) :**

---

<sup>22</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (41), page 38

*« L'infirmière a, pendant un certain temps, proposé des cours d'éducation à la santé qui ont dû être arrêtés à cause de sa surcharge de travail. Ceci est très regrettable alors qu'il est important de sensibiliser les mineurs aux risques de santé et plus particulièrement à ceux engendrés par la consommation de stupéfiants.*

*Egalement une sensibilisation aux maladies sexuellement transmissibles et à la contraception devrait être proposée aux mineurs. Les garçons et les filles placés au CSEE ne se côtoient pas toute la journée et sont surtout séparés pendant la nuit, ce qui diminue la probabilité de relations intimes entre les pensionnaires. Il est cependant à souligner que la majorité des jeunes bénéficie de congés lors des fins de semaine pendant lesquels la surveillance risque souvent d'être beaucoup moins importante qu'elle ne l'est au CSEE. Il faut en plus être conscient que les adolescents placés au CSEE se trouvent dans une période de leur vie où la découverte de leur vie intime occupe une place importante. Il faudra partant tout mettre en œuvre pour prévenir toute grossesse involontaire et préserver la santé des adolescents. »<sup>23</sup>*

A cet égard, il est utile de rappeler les normes du CPT aux termes desquelles :

*« Il est également largement reconnu que des mineurs privés de liberté ont tendance à adopter des comportements à risque, spécialement en ce qui concerne les drogues (y compris l'alcool) et le sexe. En conséquence, une éducation à la santé adaptée aux jeunes est un élément important d'un programme de soins préventifs. Un tel programme devrait inclure des informations concernant les risques liés à la toxicomanie et les maladies transmissibles. »<sup>24</sup>*

En 2013, 3 pensionnaires ont procédé à une interruption volontaire de la grossesse, 4 enfants sont nés et un enfant est mort-né. Il faut prendre en considération qu'il s'agit en l'occurrence d'environ 20% de la population féminine des pensionnaires du CSEE qui a été directement concernée par la question.

Une partie de ces grossesses s'explique par le fait que les pensionnaires croient, à tort, qu'une grossesse mène inéluctablement à la levée de la mesure de garde. La pratique courante consiste dans le transfèrement de la mineure dans une autre structure adaptée, généralement le Groupe Zoé de la Croix-Rouge. Il ne faut en tout état de cause pas ignorer l'incidence de l'absence d'une contraception, voire d'une contraception mal maîtrisée sur la vie future des pensionnaires.

Aussi est-il évident qu'une IVG ne peut être considérée que comme moyen de dernier recours. Il semble que bon nombre de jeunes pensionnaires ne distinguent pas entre contraception et IVG, ce qui est alarmant.

**(49) De ce fait, la Médiateure rappelle également sa recommandation (46) suivante de son rapport précédent de 2012 :**

*« L'équipe de contrôle a été informée que la contraception posait souvent des problèmes aux filles. Ainsi notamment l'efficacité de l'administration de la pilule contraceptive ne serait pas garantie, faute par les mineures d'en observer la prise régulière. D'autres possibilités de contraception devraient partant être envisagées en accord avec les mineures.*

<sup>23</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (45), page 39

<sup>24</sup> Les normes du CPT, CPT/Inf/E (2002) 1 - Rev. 2006, Chapitre VI. Mineurs privés de liberté, Extrait du 9e rapport général [CPT/Inf (99) 12], paragraphe 41, alinéa 3, page 75

*Certaines mineures auraient même volontairement provoqué une grossesse afin de faire transférer leur placement vers une autre institution.*

*Ce constat prouve que les jeunes ne sont pas vraiment conscients des conséquences et de la portée de leurs actes. Ceci souligne encore la nécessité de les responsabiliser davantage en ce qui concerne les relations intimes, la contraception et la prévention des maladies.*

***La Médiateure regrette que les responsables du CSEE n'aient pas mis en place une politique d'information sur la transmission des maladies sexuellement transmissibles, voire un programme de sensibilisation à la sexualité et à la contraception et recommande de prévoir une éducation sexuelle et affective dans le programme scolaire. Elle tient à ce sujet à souligner qu'il est important de ne pas tabouiser le sujet, mais au contraire de porter la plus grande attention aux préoccupations et aux problèmes des jeunes en ce domaine.<sup>25</sup> Il est dans l'intérêt bien compris tant des jeunes que du personnel qui les encadre que ces formations soient dispensées par des intervenants externes. »<sup>26</sup>***

**(50) Au vu de l'importance des chiffres ci-avant cités, il est évident que la question de la contraception efficace mérite une attention particulière. Une sensibilisation très poussée est absolument nécessaire et devra être encouragée. Les mineures qui ne sont pas capables de gérer une contraception efficace par les moyens plus classiques devraient être sensibilisées davantage sur l'existence de moyens de contraception à plus long terme. Dans ce contexte, il est également d'une importance capitale de faire taire la rumeur qu'une grossesse mène toujours à la levée d'une mesure de placement.**

### 3.2.5. Soins psychologiques

Lors de la visite sur place par l'équipe de contrôle, le service psycho-social (SPS) du CSEE était composé comme suit :

Pédagogue, chef d'unité : 0.5 ETP

Psychologue : 3 ETP

Assistant social : 1 ETP

Les missions du SPS sont énumérées avec précision à l'article 23 du règlement ministériel du 20 mai 1993 concernant l'organisation interne des centres socio-éducatifs de l'Etat.

Contrairement à l'énoncé de cet article, le SPS n'est pas en charge des supervisions au profit du personnel. Le personnel du SPS n'intervient pas non plus dans le domaine thérapeutique.

Par rapport aux effectifs en place lors de la mission de 2012, il faut constater une diminution de 0.5 ETP de psychologue, toutefois compensé par l'adjonction de 0.5 ETP de pédagogue.

<sup>25</sup> Le Planning familial par exemple dispose d'experts formés qui peuvent dispenser de telles formations, adaptées à l'âge des jeunes.

<sup>26</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (46), pages 39-40

Il faut également relever la disparition de 0.5 ETP d'assistant social qui a été réaffecté à l'unité de sécurité.

Au moment de la mission sur place, les effectifs cumulés des deux sites du CSEE étaient de 77 pensionnaires, ceux qui se trouvaient en fugue non compris.

Eu égard à la spécificité de la population du CSEE, il est évident que le travail psycho-social qui doit y être réalisé, comprenant notamment la mise en place d'un projet individuel est d'une envergure considérable. A cela s'ajoute que le SPS est en charge de la rédaction des rapports psychosociaux individuels sur demande des juridictions de la jeunesse et qu'il assure un contact avec les parents qui comprend l'orientation de ces derniers vers des offres spécifiques en cas de besoin. En plus, le SPS voit chaque nouvel arrivant pour procéder à une première évaluation et afin d'assurer la fixation d'objectifs à court terme. Comme la rotation des pensionnaires est importante, ce travail d'identification et d'anamnèse constitue une tâche importante.

La Médiateure estime que 3,5 ETP de psychologues/pédagogues est largement insuffisant pour effectuer les tâches de toute première importance incombant à ce service.

Ceci est d'ailleurs corroboré par des informations que l'équipe de contrôle a reçues directement de la part de différents intervenants du CSEE lors de la mission de contrôle.

**(51) Comme la prise en charge psychosociale comprenant identification, évaluation, orientation et suivi est de la plus grande importance pour les pensionnaires du CSEE et leurs familles et comme les rapports sont indispensables aux autorités judiciaires, la Médiateure recommande avec insistance aux autorités compétentes de libérer les moyens budgétaires nécessaires à l'engagement d'au moins 1,5 ETP de psychologue supplémentaire.**

Comme déjà mentionné, chaque nouveau pensionnaire est vu par un membre du SPS dans les deux à trois jours qui suivent son arrivée.

Ce premier entretien vise notamment à connaître la personnalité du mineur, à déceler des problèmes éventuels et à fixer des objectifs à courte échéance.

Des entretiens ont lieu, dans la mesure du possible et en cas d'accord des concernés, avec les parents ou un autre membre de la famille du pensionnaire au cours de la première semaine du placement.

Le SPS se propose d'entretenir une relation régulière avec les parents des mineurs et de les tenir informés sur l'évolution de leur enfant. Le SPS peut également procéder à des visites à domicile et orienter les parents en cas de besoins plus spécifiques vers des intervenants externes spécialisés.

Le SPS n'offre pas de suivi psychologique après la sortie du CSEE, celui-ci est assuré sur demande par des organismes spécialisés.

Le SPS n'étant pas actif dans le domaine thérapeutique, ces activités sont également prises en charge par des institutions externes.

**(52) La Médiateure apprécie l'introduction de la réunion qui a lieu toutes les 6 semaines entre le SPS du CSEE et le service de psychiatrie juvénile de l'Hôpital du Kirchberg. Cette institution est dotée d'une cellule de clearing qui permet, en cas de besoin, d'évaluer les pensionnaires du CSEE et de les orienter le cas échéant vers les services compétents pour en assurer une prise en charge optimale. Il s'agit d'un exemple de bonne pratique qui mérite d'être mis en évidence. Cette procédure est également de nature à suppléer efficacement à l'absence d'un médecin-spécialiste en**



**psychiatrie juvénile sur le site. A cet égard, la Médiateure renvoie également à la problématique déjà soulevée que des mineurs doivent être placés au CSEE en attendant la libération d'un lit en milieu psychiatrique juvénile.**

Le SPS apporte une attention particulière à la mise en place d'un projet individuel et adapté à la situation spécifique de chaque pensionnaire. Ce projet est élaboré en toute transparence ensemble avec le mineur et il est sujet à des adaptations en cas de besoin.

**(53) La Médiateure se félicite que ce projet soit dorénavant arrêté, du moins dans ses grandes lignes par écrit ce qui satisfait dans une large mesure aux termes de la recommandation (47) formulée dans le rapport de 2012.<sup>27</sup>**

A ce titre, la Médiateure constate que le rapport annuel du CSEE de 2013 relève que :

*« L'équipe (le SPS) s'est réunie pour 2 journées de réflexion sur les missions et l'organisation du SPS ainsi que sur l'évaluation, l'adaptation et la mise en place systématique et cohérente du Projet individuel du mineur. L'élaboration d'un outil informatique « projet individuel » a été initiée, dont la finalisation et l'exploration sont prévues pour le 1er trimestre 2014. »<sup>28</sup>*

**(54) La Médiateure est intéressée par cet outil et souhaite avoir de plus amples renseignements sur l'avancée de ces travaux.**

La Médiateure maintient sa recommandation (49) du rapport de 2012 au sujet des rapports établis par le SPS en vue d'être soumis aux juridictions de la jeunesse. A ce titre, la Médiateure avait recommandé :

*« Les psychologues du service psycho-social sont aussi en charge de la rédaction de rapports adressés au tribunal.*

*La Médiateure approuve que le contenu de ces rapports soit expliqué aux mineurs, de manière à établir et à favoriser une relation de confiance mais s'étonne que les psychologues ayant rédigé les rapports ne soient jamais appelés à accompagner le Directeur, investi de l'autorité parentale, au tribunal afin d'exposer les rapports et de répondre, le cas échéant, aux questions qui pourraient surgir à l'audience.*

***La Médiateure recommande que le psychologue ayant rédigé un rapport à l'attention du tribunal accompagne systématiquement le Directeur ou son représentant aux audiences auxquelles ce rapport sera discuté. »<sup>29</sup>***

L'équipe de contrôle a constaté qu'il semble que les psychologues et l'assistant social du SPS continuent à effectuer en partie les mêmes tâches.

**(55) La Médiateure réitère sa critique figurant dans son précédent rapport :**

*« La Médiateure se doit d'exprimer son étonnement et son objection quant à la confusion de ces deux responsabilités qui demandent des formations spécifiques et dont les fins sont différentes.*

*La fonction d'assistant social et celle de psychologue sont essentielles au CSEE et les deux fonctions devraient être assumées en respectant les domaines de*

---

<sup>27</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (47), page 40

<sup>28</sup> Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Rapport d'activités 2013, chapitre 5.3. Service Psycho-Social, page 256

<sup>29</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (49), page 41

*compétences respectifs. Ainsi, la Médiateure est d'avis que les psychologues devraient s'occuper de l'élaboration des projets psychosociaux et de l'encadrement psychologique proprement dit des mineurs tandis que l'assistant social devrait répondre aux questions administratives ainsi qu'aux questions d'ordre plus pratique qui peuvent se poser lors du séjour du mineur au CSEE ou lors de la préparation de sa sortie. »<sup>30</sup>*

Par ailleurs, la Médiateure est d'avis qu'un seul assistant social n'est pas en mesure de remplir de manière voulue toutes les tâches qui lui incombent avec quelque 80 pensionnaires.

**(56) La Médiateure recommande aux autorités responsables de prévoir les crédits nécessaires à la création de 0,5 ETP d'assistant social supplémentaire.**

**De cette manière, le CSEE serait doté de 2 ETP d'assistants sociaux dont 0,5 ETP consacré, en cas de besoin, exclusivement à l'unité de sécurité.**

La Médiateure s'interroge pourquoi cette unité s'est vue doter de 0,5 ETP d'assistant social à titre spécifique. Elle suggère de réaffecter ces 0,5 ETP au service SPS en désignant un assistant social qui s'occupera de l'unité de sécurité en cas de besoin.

### 3.3. Infrastructures et personnel

#### 3.3.1. Infrastructures

Comme déjà soulevé en début de ce rapport, les capacités maximales d'accueil n'ont pas changé depuis le dernier rapport. A titre de rappel, le site de Schrassig peut héberger 35 filles mineures et dispose en outre de 6 chambres en section fermée.

Au site de Dreiborn, il est possible d'accueillir 47 garçons mineurs. Ce site ne dispose que de 5 chambres en section fermée, la sixième chambre qui faisait encore office de solution de tout dernier recours en cas d'occupation des autres chambres, ayant été transformée définitivement en entrepôt à défaut d'installations sanitaires.

A la date du 16 avril 2014, le site de Schrassig hébergeait 33 filles, 11 filles étaient en fugue dont 5 depuis plus de 6 mois. A relever que 25 filles supplémentaires sont en principe placées au CSEE, mais bénéficient d'un congé, voire d'un sursis ou suivent une mesure socio-éducative d'intégration. 3 mineures étaient en attente d'admission.

A la même date, 38 garçons se trouvaient au site de Dreiborn, 11 mineurs étaient en fugue dont 6 depuis plus de 6 mois. 31 mineurs supplémentaires sont en principe placés au CSEE, mais bénéficient d'un congé, voire d'un sursis ou suivent une mesure socio-éducative d'intégration. 2 mineurs étaient en attente d'admission.

Si la situation est actuellement un peu plus détendue en ce qui concerne l'internat des garçons, il faut constater que l'internat de Schrassig continue, tout comme à l'époque du dernier rapport, à travailler au seuil maximal de ses capacités d'absorption.

Tout comme à l'époque du rapport de 2012, la Médiateure fait le constat accablant qu'en cas de retour de tous les mineurs en fugue, les deux internats ne seraient pas en mesure de répondre à leur importante mission publique en raison de la taille trop réduite des infrastructures.

---

<sup>30</sup> *ibid.*, point (48), pages 40-41

Rien ne porte à croire que la demande en la matière diminuera à court, voire à moyen terme.

**(57) Sans vouloir dramatiser la situation, la Médiateure lance un appel insistant aux autorités compétentes pour entamer les démarches nécessaires à la création de capacités d'accueil supplémentaires dans les années à venir. Il ne s'agit certainement pas d'une tâche qui pourra être accomplie à brève échéance, mais la situation actuelle exige que les travaux nécessaires à un agrandissement des infrastructures servant à l'hébergement des mineurs des deux sexes soient entamés dès que possible afin de prévenir une situation de saturation complète qui se présentera avec la plus grande probabilité d'ici quelques années.**

La Médiateure tient à rappeler à ce titre que le CSEE est dans l'obligation légale d'accueillir tout mineur qui y est placé par les autorités judiciaires et il est superfluo de souligner qu'il ne saurait être entravé à la bonne marche de la justice en raison d'infrastructures défectueuses. Il en est de même en ce qui concerne les droits de l'homme garantis aux mineurs, notamment en matière de surface des chambres, de leur aération et du respect de leur vie privée. Il est de jurisprudence constante que ces droits ne sauraient pas être violés par le seul fait d'infrastructures insuffisantes ou défectueuses.

La Médiateure est préoccupée par la situation actuelle et suivra les démarches envisagées dans ce domaine de près. Elle demande dès lors aux autorités compétentes de la tenir informée dans les tout meilleurs délais des pistes de solution envisagées, ensemble avec un échéancier réaliste.

**(58) A toutes fins utiles, la Médiateure entend d'ores-et-déjà informer les autorités compétentes qu'elle ne marquera en aucun cas son accord à une éventuelle utilisation de l'Unité de Sécurité à des fins de dépannage au cas où la capacité d'accueil maximale du CSEE sera dépassée.**

Elle s'opposera également avec tous les moyens qui lui sont réservés par la loi à la mise en place de solutions intermédiaires ou provisoires telles que le recours à des matelas supplémentaires placés dans les chambres des pensionnaires. Cette opposition catégorique se fonde premièrement sur des considérations élémentaires relevant des droits inaliénables acquis aux mineurs, mais également sur l'expérience faite en 2009 au CPL, période à laquelle cet établissement accueillait à un moment plus que 700 détenus avec des conséquences dramatiques.

La Médiateure tient à souligner avec détermination qu'une solution permettant la continuation de la pratique consistant au placement des mineurs dans un établissement pénitentiaire réservé en principe aux adultes, hormis le cas de l'application de l'article 32 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, ne trouvera jamais son accord.

**(59) La Médiateure insiste que les travaux législatifs en matière de réforme pénitentiaire soient accélérés en vue de créer la base légale requise à l'interdiction de la pratique actuelle.**

La Médiateure note avec satisfaction que le nombre en ETP de personnel éducatif ait été sensiblement augmenté. Elle n'ignore cependant pas que cette augmentation est en partie due à la préparation de la mise en place de l'Unité de Sécurité et que le personnel supplémentaire sera majoritairement affecté à cette unité dès son ouverture.

La Médiateure continue à déplorer une différence de traitement importante des pensionnaires des deux sites en matière d'enfermement. Au site de Schmassig, les portes des chambres des pensionnaires ne sont pas fermées à clé pendant la nuit alors qu'à Dreiborn, les mineurs se trouvent enfermés.

A rappeler que les chambres des deux sites ne sont pas équipées de toilettes, de sorte que les garçons sont obligés de contacter l'éducateur de garde par interphone s'ils veulent aller aux toilettes pendant la nuit. Celui-ci peut en effet ouvrir électriquement les portes des chambres à partir de son poste.

La pratique de l'enfermement pendant la nuit est généralement argumentée par la protection des mineurs contre des agressions ou des vols, perpétrés par leurs co-pensionnaires.

Il est curieux de constater qu'on semble supposer que le même danger n'existe pas au site de Schrassig.

**(60) Si l'enfermement était pourtant justifié par des besoins de protection individuels, la Médiateure recommande aux autorités responsables de permettre aux jeunes de fermer la porte de leur chambre à clé de l'intérieur s'ils se sentaient menacés. Si par contre l'enfermement trouvait sa justification dans les considérations tenant au maintien de l'ordre public ou de la prévention d'actes de vandalisme, la Médiateure recommande de trouver des solutions alternatives aptes à la prévention et à la répression d'actes de destruction volontaire.**

L'enfermement pendant la nuit ne saurait trouver sa justification dans la prévention de fugues alors que les pensionnaires ont, pendant la journée toutes facilités pour quitter l'enceinte du CSEE.

**(61) La Médiateure note avec satisfaction que sa recommandation concernant l'installation de toilettes dans les chambres de la section fermée à Schrassig ait été suivie d'effets.**

La Médiateure est consciente qu'il n'est pas chose aisée d'apporter des changements importants aux infrastructures existantes, mais elle doit réitérer sa critique que les chambres du site de Dreiborn, et plus particulièrement celles partagées par trois pensionnaires sont trop petites. Bien que construites avant 2011, il demeure qu'elles ne sont pas conformes aux normes actuelles fixées par le règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse qui dispose comme suit :

*« Dans les structures pour un accueil de jour et de nuit réaménagées ou créées après l'entrée en vigueur du présent règlement grand-ducal et à l'exception des enfants âgés de moins de 4 ans non scolarisés, l'utilisateur doit soit disposer d'une chambre individuelle d'au moins 12 m<sup>2</sup>, soit bénéficier d'un aménagement de la chambre à coucher collective qui lui assure une ambiance d'intimité personnelle. La surface de la chambre collective, qui est destinée à l'accueil de plusieurs usagers, est d'au moins 18 m<sup>2</sup> et équipée de 2 lits au maximum. »*

**(62) Il faut répéter à cet endroit qu'une violation des normes ne saurait trouver sa justification dans l'inadaptation des infrastructures.**

Une solution à première vue simple serait de limiter l'usage des chambres à deux pensionnaires seulement, voire à un seul en ce qui concerne les chambres doubles. Or, cette solution, apparemment facile se heurte à la capacité d'accueil nécessaire. Egalement de ce fait les considérations menées plus haut au titre de la capacité d'accueil des infrastructures méritent une attention particulière.

Mis à part le fait que les chambres triples sont beaucoup trop petites, la Médiateure tient à rappeler qu'elles ne permettent pas non plus de respecter un minimum d'intimité du mineur qui lui est garanti par le point 18.1. des Règles pénitentiaires européennes aux termes duquel :

*« Les locaux de détention et, en particulier, ceux qui sont destinés au logement des détenus pendant la nuit, doivent satisfaire aux exigences de respect de la dignité humaine et, dans la mesure du possible, de la vie privée (...) »<sup>31</sup>*

La Médiateure souligne qu'il serait idéal que le CSEE puisse disposer d'un maximum de chambres individuelles.

En général, il demeure que les chambres triples ne suffisent guère aux exigences posées par le point 18.1. des Règles pénitentiaires européennes qui exigent que :

*« 18.1 Les locaux de détention et, en particulier, ceux qui sont destinés au logement des détenus pendant la nuit, doivent (...) répondre aux conditions minimales requises en matière de santé et d'hygiène, compte tenu des conditions climatiques, notamment en ce qui concerne l'espace au sol, le volume d'air, l'éclairage, le chauffage et l'aération. »<sup>32</sup>*

La Médiateure relève que depuis l'incendie au site de Dreiborn, aucun des deux sites ne dispose plus d'une salle de sports couverte, exception faite de l'unité de sécurité.

Elle est d'avis que cette situation est néfaste au bon développement des mineurs et recommande aux autorités concernées de débloquer les crédits nécessaires pour procéder à la construction d'une salle de sports, utilisable en période de mauvais temps.

**(63) Pour des raisons budgétaires, la Médiateure ne s'opposerait pas à la mise en place d'une seule salle, sur un des sites, pourvu qu'elle puisse être utilisée par l'ensemble des pensionnaires du CSEE.**

La Médiateure constate que sa recommandation relative à la facilitation de l'accès à des personnes en chaise roulante au site de Schrassig n'a pas encore été suivie d'effets.

L'ensemble du CSEE est soumis à la législation pertinente sur l'accès des personnes handicapées aux bâtiments publics.<sup>33</sup> S'il est vrai que ces textes ne s'appliquent qu'aux constructions nouvelles, ils fixent quand même des standards minima auxquels l'Etat devrait se tenir.

**(64) La Médiateure recommande dès lors une seconde fois d'examiner la situation d'accessibilité pour les personnes handicapées aux deux sites et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.**

Le local de stockage sécurisé pour les effets personnels des mineurs n'est toujours pas sécurisé. La Médiateure recommande de pallier à ce manque sur les deux sites dans un futur proche.

**La Médiateure note avec satisfaction qu'un tel local est prévu à l'unité de sécurité.**

---

<sup>31</sup> Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles pénitentiaires européennes, adoptée par le Comité des Ministres le 11 janvier 2006, lors de la 952e réunion des Délégués des Ministres, règle 18.1

<sup>32</sup> *ibid.*

<sup>33</sup> Loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public et article 1<sup>er</sup> du texte coordonné du 17 mars 2008 du règlement grand-ducal modifié du 23 novembre 2001 portant exécution des articles 1 et 2 de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public.

### 3.3.2. Personnel

Dans son rapport de 2012, la Médiateure a dû critiquer le manque important en personnel socio-éducatif.

Depuis lors, la situation a fondamentalement changé. La Médiateure se réjouit de l'engagement de 13 ETP en personnel éducatif des différentes carrières. Comme déjà mentionné, elle n'ignore pas que 4 ETP de ces engagements ont été faits en vue de l'ouverture de l'unité de sécurité, un cinquième est destiné à pourvoir au remplacement d'un éducateur gradué qui va également être affecté à l'unité fermée.

D'une manière générale, la Médiateure relève également l'engagement supplémentaire de 0,5 ETP d'ergothérapeute pour les besoins de l'unité de sécurité, de 1 ETP de psychologue en remplacement du chef d'unité de Schrassig qui a été chargé d'assumer les responsabilités de chargé d'unité de l'unité de sécurité. Le cadre du personnel administratif a également été renforcé de deux ETP.

1 ETP supplémentaire a été engagé pour les besoins du service « personnel ouvrier et service technique » et un ETP (sous forme d'ATI) supplémentaire a été recruté par le service « économie domestique et jardinage ».

Ce bilan est considérable et contribue certainement à une augmentation nette de la qualité des services prestés.

**(65) La Médiateure salue expressément la décision des autorités compétentes de mettre à la disposition du CSEE les moyens budgétaires nécessaires à cette fin.**

**Les deux sites du CSEE bénéficient à l'heure actuelle d'une dotation adaptée en personnel socio-éducatif. Cette situation est à réévaluer après l'ouverture de l'unité de sécurité qui engendrera certainement des migrations de personnel.**

L'équipe de contrôle a entendu de la part de certaines sources que l'augmentation des effectifs en personnel socio-éducatif ne serait pas mise au profit des pensionnaires d'une manière optimale.

En effet, il semble que le nombre d'activités au sein des différentes unités n'ait pas augmenté. Ceci est également corroboré par les dires des pensionnaires avec lesquels l'équipe de contrôle a eu des entretiens.

S'il est vrai que l'ancien nombre des effectifs imposait au personnel socio-éducatif une certaine surcharge de travail, il n'en reste pas moins que la dotation en personnel actuelle devrait mener à une diversification et à une augmentation des activités à l'intérieur des unités du moins, voire à l'intensification des prises en charge individuelles.

**(66) La Médiateure recommande dès lors aux responsables du CSEE d'analyser l'impact de l'augmentation du personnel sur le travail socio-éducatif fourni et d'établir un plan d'actions apte à tirer profit des nouveaux effectifs dans l'intérêt des pensionnaires.**

La Médiateure félicite les responsables du CSEE pour la mise en place d'un système de supervisions externes régulières, collectives et individuelles, permettant en tout état de cause une évaluation constante et une prise en charge de situations problématiques dès leur apparition.

### 3.4. Activités récréatives et de loisirs

La salle des jeux à la disposition des mineurs à Dreiborn est très bien équipée, d'autres jeux de loisir sont disponibles au sein des unités.

De nombreuses autres activités, tant du domaine sportif que du domaine culturel et artistique sont régulièrement organisées.

Quant à l'absence d'une salle de sport sur les deux sites, la Médiateure renvoie au chapitre précédent.

A Schrassig, l'ancienne salle de loisirs a été transformée en secrétariat. Une solution de remplacement tout à fait acceptable a été aménagée plus près des unités de vie des mineures.

Sur le même site, des activités culturelles et sportives sont offertes. L'offre existante mériterait cependant d'être étoffée, notamment en ce qui concerne les activités hebdomadaires courantes.

Enfin des activités en dehors des deux sites ont régulièrement lieu.

A cet égard, l'équipe de contrôle a constaté que les pensionnaires apprécieraient une offre plus diversifiée. Les activités que les jeunes souhaiteraient pratiquer, et les informations reçues par l'équipe de contrôle convergent à cet égard, seraient le « Lasergame », le Paintball et aussi le carting.

Sur place, les jeunes ont été informés que la Médiateure ne saurait soutenir leur demande en ce qui concerne le Paintball, et ce pour des raisons qu'il serait superfétatoire de développer. L'opinion de la Médiateure en ce qui concerne le « Lasergame » est également mitigée.

La Médiateure est consciente que les activités à l'extérieur sont généralement payantes et que dès lors il faut prendre en considération leur impact budgétaire.

La Médiateure suggère aux responsables d'analyser l'offre existante tout en prenant en considération les souhaits des jeunes, dans le respect des impératifs socio-éducatifs évidemment. L'équipe de contrôle a également constaté que les sorties au cinéma et au restaurant sont assez appréciées par les jeunes. Ici encore, les jeunes ont clairement fait comprendre à l'équipe de contrôle que leur préférence en matière de restauration va pour ainsi dire exclusivement vers la restauration rapide et les pizzerias.

Pour répondre aux souhaits des pensionnaires, il serait recommandable de faire varier les sites sur lesquels différentes activités régulièrement organisées ont lieu.

La Médiateure a étudié avec intérêt le rapport annuel du CSEE qui renseigne, en ce qui concerne le site de Schrassig sur les activités suivantes :

*« En matière d'activités spéciales, 4 pensionnaires et 2 membres de l'équipe socio-éducative ont participé à un séjour d'équitation à Nengshof en Allemagne. La finalité de ce séjour était d'aborder des difficultés affectives et sociales. 4 pensionnaires et 2 membres de l'équipe socio-éducative ont participé au séjour en Autriche « Area47 », un parc d'aventures de 6,5 ha. La finalité était d'offrir aux pensionnaires n'ayant pas l'opportunité à un séjour en famille, de vivre des moments de plaisir et d'aventures. En plus, 1 pensionnaire a participé au séjour résidentiel à Canet-Plage au pied des Pyrénées en France, organisé par les responsables de la Croix-Rouge luxembourgeoise de la Jeunesse. En collaboration avec l'association « Aide aux*

*enfants handicapés », 1 pensionnaire a contribué activement à la collecte des vêtements, en distribuant au préalable quelques milliers de sacs en plastique.*

*Parmi les activités parascolaires récréatives, nous trouvons du côté national, descente de la Sûre en kayak, circuit de découverte guidé en bateau solaire avec promenade variée dans et autour du Lac de la Haute-Sûre à Lultzhausen, jeu d'aventure et de navigation sous forme de GeoCaching, tour à bicyclette, la nage en eau libre à Remerschen, les visites au centre de natation intercommunal « les Thermes », la participation aux fêtes publiques, comme summer in the city, Blues and Jazz Rallye à Luxembourg-Ville, kermesse au glaci, différentes promenades et grillades, bowling, minigolf et cinéma. Du côté international nous trouvons, le parc d'attraction « Wallygator » et le zoo d'Amnéville en France, la visite des studios de télévision MMC à Cologne, le parc « Eifel » à Gondorf, le tour en bateau « Saarschiff River » à Saarlouis, visite de Duisburg avec Moonlight Minigolf, et la visite à Schiffweiler au Gondwana Prähistorium en Allemagne. »<sup>34</sup>*

Au sein de l'internat de Dreiborn, le prédit rapport renseigne sur les activités suivantes :

*« Les pensionnaires des groupes de vie ont bénéficié de deux activités de loisirs par groupe et par semaine à l'extérieur du centre ; piscine, patinoire, randonnées pédestres et VTT, jogging, promenade en barque, participation à des tournois de football à Trèves, visites d'expositions dans des musées, séances de cinéma, bowling, jeux de quilles, ..... »*

*Au cours de l'année 2013, les jeunes de chaque groupe de vie avaient l'opportunité de faire un choix parmi trois activités différentes. Les activités comprennent au moins une activité sportive ainsi que les ateliers de cuisine, de lecture, d'art divers, de billard, de cirque, des jeux de société, des groupes de parole abordant divers thèmes, tels le training anti-agressif, les méfaits du tabac et des drogues, le sida, des sujets d'actualité, des débats sur des films visionnés. Dans chaque groupe de vie, un espace de lecture a été installé.*

*Diverses colonies de vacances ont été organisées : une colonie de ski dans les Vosges, une colonie de vacances au Lac du Der ainsi qu'une colonie d'aventures à l'Oetztal en Autriche et une colonie de sport dans les Ardennes.*

*Différentes excursions journalières ont été organisées au lac à Remerschen et à Insenborn, dans l'Oesling, au « Erlebnisbad Calypso » à Mertzig en Allemagne, au « Europapark » à Fribourg en Allemagne, au « Laser 5 five » à Thionville. Différents jeunes ont participé à des randonnées pédestres. »<sup>35</sup>*

**(67) La Médiateure félicite les responsables de l'offre riche et diversifiée mise à disposition des pensionnaires, notamment en ce qui concerne les activités extraordinaires.**

Les activités externes du CSEE sont organisées pour un groupe de pensionnaires, généralement composé de 5 jeunes environ.

**(68) La Médiateure recommande aux responsables d'être particulièrement vigilants en ce qui concerne la composition des groupes. En effet, tout comme à l'occasion de la dernière mission, certains jeunes se sont plaints du fait que le personnel éducatif choisirait souvent les mêmes jeunes pour participer à ce genre d'activités. La**

<sup>34</sup> Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Rapport d'activités 2013, chapitre 5.2.2. CSEE Schrassig, pages 253-254

<sup>35</sup> Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Rapport d'activités 2013, chapitre 5.2.1. CSEE Dreiborn, page 253



**Médiatrice suggère que le directeur du CSEE vérifie personnellement deux ou trois fois par année que la composition des groupes de pensionnaires appelés à participer à des activités se fasse d'une manière transparente et selon des critères objectifs.**

**La Médiatrice insiste que tous les jeunes, non frappés d'une sanction disciplinaire, doivent avoir un accès égal à ce genre d'activités. En dehors du contexte disciplinaire, uniquement des considérations tenant au maintien de l'ordre public, dûment établies et documentées, devraient empêcher un jeune de pouvoir y participer.**

Beaucoup de cours proposés aux jeunes sur le site rencontrent un succès franc. Ainsi notamment le cours de capoeira et le cours de graffiti semblent très appréciés. Quelques jeunes semblent avoir une propension particulière pour les activités de cuisine. La Médiatrice renvoie à cet égard à ses réflexions sur les repas préparés par les jeunes dans les cours de boulangerie et elle se demande s'il n'était pas indiqué de mettre à profit du collectif l'intérêt de certains jeunes pour ce genre d'activités.

Une activité extrêmement appréciée par les pensionnaires de sexe féminin est l'achat de vêtements. Les mineures sont à cet effet toujours accompagnées par un membre de l'équipe socio-éducative et le paiement se fait moyennant des bons établis au nom du CSEE.

Cette pratique, imposée par le système comptable actuel, présente deux défauts majeurs : premièrement, il n'y a actuellement que deux magasins à Luxembourg qui acceptent ces bons et deuxièmement, les mineures sont unanimes pour dire qu'elles se sentent gênées si l'éducatrice qui les accompagne pour les achats présente les bons établis au nom du CSEE à la caisse.

La Médiatrice comprend ce sentiment et est d'avis qu'une telle divulgation d'informations quand même très confidentielles n'est pas dans l'intérêt des pensionnaires. Elle viole de surcroît la nécessaire discrétion qui doit protéger les jeunes faisant l'objet d'un placement.

**(69) La Médiatrice recommande dès lors d'abandonner le système actuel d'achats de vêtements pour adopter une nouvelle procédure, basée sur la mise en place d'un comptable extraordinaire.**

Dans cette hypothèse, une personne de confiance, selon l'avis de la Médiatrice, le directeur-adjoint du CSEE, devrait être nommée comptable extraordinaire pour le budget alloué annuellement au CSEE destiné à l'achat de vêtements pour les pensionnaires.

Il s'agit d'un crédit budgétaire important de trente mille euros environ par an. Les bons établis actuellement sont d'une valeur de 200 euros. En application de cette procédure, le membre de l'équipe socio-éducative solliciterait un montant correspondant à la valeur du bon auprès du comptable extraordinaire. La réception de l'argent en espèces devrait être documentée par écrit et signée par l'agent socio-éducatif accompagnant. Contre remboursement du solde et présentation d'une facture en bonne et due forme, l'agent obtiendrait une décharge écrite par le comptable extraordinaire. Il est évident qu'une procédure écrite devrait être mise en place, garantissant en tout état de cause que le crédit budgétaire serait rigoureusement utilisé en conformité avec son libellé, à l'exclusion de toute autre dépense.

Le même problème ne semble pas exister chez les garçons placés au site de Dreiborn. Sur ce site, il est procédé par l'administration à l'achat collectif de vêtements qui sont alors mis à disposition des pensionnaires.

Néanmoins, l'équipe de contrôle a reçu certaines informations par les pensionnaires de Dreiborn selon lesquelles du moins quelques mineurs préféreraient pouvoir faire eux-mêmes le choix de leurs vêtements, à l'instar de la procédure en vigueur à Schrassig.

**(70) Vu qu'il s'agit d'une question d'égalité de traitement, la Médiateure recommande d'offrir cette possibilité également aux pensionnaires de Dreiborn, si ceux-ci en font la demande.**

### 3.5. Ecole et formation professionnelle

Déjà en 2012, le fonctionnement de ce service ne donnait lieu à aucune critique.

L'équipe de contrôle n'a pas pu constater de dysfonctionnements lors de la mission sur place.

Il reste à noter que depuis l'incendie de 2013, les cours de menuiserie ne peuvent plus avoir lieu à défaut d'infrastructures adéquates. D'autres cours ont lieu depuis lors dans des conteneurs spécialement aménagés.

**(71) La Médiateure lance un appel aux autorités compétentes en vue de débloquent les moyens budgétaires nécessaires à une réhabilitation de l'immeuble touché par l'incendie dans les meilleurs délais.**

Une chargée d'éducation a quitté le CSEE sans avoir été remplacée.

Depuis la dernière mission, le personnel du Service éducatif a été renforcé par une chargée d'éducation qui donne des cours d'éducation physique.

Le rapport annuel de 2013 du Ministère de la Famille renseigne avec précision sur les nombreuses activités organisées et coordonnées par ce service.

Le service éducatif est confronté, comme l'ensemble du CSEE à une population scolaire extrêmement hétéroclite, de tous niveaux d'éducation. Il ne faut en plus pas oublier que la plupart des pensionnaires connaît de graves problèmes familiaux, sociaux, psychologiques et même, quoique plus rarement, psychiatriques. Nombreux sont les élèves qui pour diverses raisons ont déjà fait l'expérience d'un échec scolaire, ce qui ne reste pas sans influence négative sur la motivation.

Il en découle que l'organisation d'un enseignement efficace au CSEE est assez complexe et que l'approche ne peut être qu'individuelle, tenant compte de la situation et des capacités spécifiques de chaque pensionnaire.

### 3.6. Système disciplinaire

#### 3.6.1. Considérations générales

La Médiateure renvoie à ses commentaires quant aux règles disciplinaires internes régissant le placement en cellule d'isolement en début de ce rapport.

Elle souligne l'importance de la brochure d'information en voie de finalisation. Cette brochure permettra en effet à tout nouveau pensionnaire d'avoir une connaissance exacte des règles de discipline en vigueur.

La Médiateure rappelle aux responsables du CSEE de veiller avec attention à une application rigoureusement identique des sanctions pour les pensionnaires des deux sites, toute différence de traitement donnant lieu à des contestations, à des suspicions, voire de la méfiance et donc à une détérioration du climat général.

L'équipe de contrôle n'a pas de preuves quant à une application divergente des sanctions disciplinaires sur les deux sites, elle a cependant reçu des déclarations de quelques pensionnaires qui allaient dans ce sens.

La Médiateure rappelle que dans le domaine de l'application de sanctions disciplinaires, il ne faut pas sous-estimer les apparences. Il est ainsi de jurisprudence constante auprès de la CEDH que l'apparence de partialité est suffisante pour constituer une violation des droits de l'homme si elle est objectivement justifiée.<sup>36</sup>

A cet égard, le comportement du personnel qui constate une infraction est capital. Il doit être en tout état de cause tel que le mineur ne pourra jamais l'interpréter ou le ressentir comme subjectif, injuste ou comme acharnement sur sa personne. Même si le comportement objectif d'un membre du personnel ne donne lieu à aucune critique, il se peut que sa manière d'agir soit ressentie comme partielle, notamment si une situation conflictuelle entre un membre du personnel et un pensionnaire se solde par un dérapage verbal.

La Médiateure est consciente de la pression psychologique manifeste et quasi permanente à laquelle notamment les membres du personnel socio-éducatif sont exposés, elle n'ignore pas non plus que certains jeunes affichent un comportement trop peu respectueux à leur égard et que les manières de quelques mineurs laissent fortement à désirer ce qui peut mener à des écarts verbaux inutiles.

Il est important que le personnel ait conscience qu'il se trouve sous surveillance et observation constante par les pensionnaires et que son comportement doit toujours être de nature à ne pas s'exposer, ne serait-ce que dans l'appréciation subjective des jeunes et partant sans fondements objectifs, à des doutes quant à son impartialité et à sa neutralité.

La seule existence de doutes en la matière, donc la seule apparence, suffit pour mettre en cause l'objectivité du système.

**(72) Finalement, la Médiateure fait siennes les conclusions du CPT que toutes les mesures disciplinaires devraient faire, sans exception, l'objet d'une procédure écrite. Ainsi, le pensionnaire devrait obtenir une information écrite contenant les faits lui reprochés, la sanction décidée et les moyens de recours à sa disposition.**

*« Le CPT réitère sa recommandation selon laquelle toutes les procédures disciplinaires ouvertes à l'encontre de mineurs – et non seulement celles qui aboutissent au prononcé d'une mesure d'isolement en cellule de punition – doivent être accompagnées de garanties formelles et dûment consignées. En particulier, tous les pensionnaires auxquels il est reproché d'avoir commis une infraction aux règles de discipline doivent être informés par écrit des faits qui leur sont reprochés et recevoir copie de la décision disciplinaire (avec indication des motifs de la décision ainsi que des voies et des délais de recours).*

*De plus, lorsque les faits reprochés risquent d'entraîner la sanction la plus lourde (isolement temporaire), les pensionnaires concernés devraient pouvoir, s'ils le souhaitent, bénéficier d'une assistance juridique pendant la procédure*

---

<sup>36</sup> CEDH: e.a. affaires Findlay c/ Royaume-Uni, 21.1.1997, para.73 ; Incal c/ Turquie, 9.6.1998, para. 71 ; Grieves c/ Royaume-Uni, 16.12.2003, para.69 ; Giovanni c/ Italie, 9.7.2013, para.54

*disciplinaire. »<sup>37</sup>*

### 3.6.2. La section fermée

La Médiateure rappelle avec satisfaction son constat que les six chambres de la section fermée de Schrassig ont enfin été équipées de toilettes.

La sixième chambre de la section fermée de Dreiborn ne sert plus à des fins d'isolement et a été transformée en entrepôt, la critique de la Médiateure quant à l'absence d'une toilette dans cette pièce est dès lors devenue sans objet.

(73) La Médiateure rappelle également sa recommandation (82) faite dans son rapport de 2012 en ce qui concerne certaines non-conformités par rapport aux normes internationales, mises en exergue par le CPT dans ses rapports de visite de 1997 et de 2003.

**Elle répète que toutes les chambres de la section fermée doivent enfin être équipées d'une table et d'une chaise. Ces dispositifs doivent être fixés au sol pour éviter tout mauvais usage. La Médiateure a depuis lors appris qu'il existe des meubles destinés à un usage en milieu psychiatrique fermé et qui sont conçus de manière à empêcher les pensionnaires de les utiliser à des fins auto- ou hétéro-agressives.**

**(74) La Médiateure maintient l'avis déjà émis dans le rapport de 2012 qu'il est inacceptable qu'un mineur puisse être contraint, dans le pire des cas, à séjourner 10 jours en chambre d'isolement.**

A ce sujet, il convient de citer les points 95.3. et 95.4. de la Recommandation CM/Rec(2008)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles européennes pour les délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures, adoptée par le Comité des Ministres le 5 novembre 2008, lors de la 1040<sup>e</sup> réunion des Délégués des Ministres qui stipulent comme suit :

*« 95.3. La mise à l'isolement dans une cellule de punition ne peut pas être infligée aux mineurs.*

*95.4. La mise à l'isolement à titre disciplinaire ne peut être infligée que dans des cas exceptionnels, où d'autres sanctions seraient sans effet. Une telle mesure doit être ordonnée pour une durée déterminée, qui doit être aussi courte que possible. Le régime pendant l'isolement doit assurer des contacts humains appropriés, garantir l'accès à la lecture et offrir au moins une heure d'exercice en plein air par jour, si les conditions météorologiques le permettent. »*

Le point 95.3. porte interdiction générale de mettre en isolement un mineur à des fins de punition. En matière disciplinaire, et uniquement au cas où d'autres sanctions seraient inopérantes, une telle mise à l'isolement peut être envisagée.

La durée doit être aussi courte que possible.

**La Médiateure est d'avis qu'une durée maximale de la mesure de 10 jours telle que prévue par l'article 9, alinéa 3 de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat est également contraire aux normes internationales en vigueur.**

Ceci est également corroboré par le CPT qui affirme que :

---

<sup>37</sup> CPT/Inf (2010) 31, point 137 in fine, page 56

*« A cet égard, le CPT est tout particulièrement préoccupé par le placement de mineurs dans des conditions s'apparentant à l'isolement, une mesure qui peut compromettre leur intégrité physique et/ou mentale. Le Comité estime que le recours à une telle mesure doit être considéré comme très exceptionnel. Si des mineurs sont hébergés à l'écart des autres, ceci devrait être pour la période la plus courte possible (...) »<sup>38</sup>*

**Elle fait sien l'avis du CPT<sup>39</sup> à cet égard et recommande dès lors avec insistance aux autorités compétentes d'amender le projet de loi 6593 portant notamment réforme de la prédite loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat en y limitant la durée maximale de séjour en régime d'isolement à 3 jours. La Médiateure souhaite être informée dans les meilleurs délais sur les initiatives prises à cet égard. Cette recommandation se retrouve par ailleurs également dans le rapport de visite du CPT au CSEE de 2009.<sup>40</sup>**

L'article 11 du règlement grand-ducal du 9 septembre 1992 portant sur la sécurité et le régime de discipline dans les centres socio-éducatifs de l'Etat se borne à énoncer que tout mineur placé en chambre d'isolement doit être vu par un médecin dans les 24 heures qui suivent le placement.

La mission de contrôle n'a pas permis de déterminer s'il était en tout état de cause exclu que le constat d'aptitude à subir la mesure de placement soit établi par le médecin-traitant du mineur, ceci parce que le CSEE travaille en général avec certains médecins-généralistes géographiquement proches d'un des deux sites.

**(75) La Médiateure insiste que le médecin-traitant d'un pensionnaire ne doit jamais être sollicité pour établir un tel certificat d'aptitude.**

**A ce sujet, il est nécessaire d'insister sur l'importance de la relation de confiance indispensable entre le médecin traitant et le patient, a fortiori si ce patient est mineur d'âge.**

Le CPT indique, dans son rapport de visite en Serbie de 2007 que :

*« On this issue, the CPT wishes to stress that ensuring there is a positive relationship between medical practitioners working in prisons and prisoners is a major factor in safeguarding the health and well-being of the latter. Obliging prison doctors to certify that prisoners are fit to undergo punishment is scarcely likely to promote that relationship. This point was recognized in the Committee of Ministers' Recommendation Rec (2006)2 on the revised European Prison Rules; indeed, the rule in the previous version of the Rules, stipulating that prison doctors must certify that a prisoner is fit to sustain the punishment of disciplinary confinement, has now been deleted. On the other hand, prison doctors should be very attentive to the situation of prisoners placed in disciplinary isolation/segregation cells, and should report to the prison director whenever a prisoner's health is being put seriously at risk by being held in disciplinary isolation/segregation. »<sup>41</sup>*

Le rapport établi par le CPT suite à sa visite du CSEE en 2009 était également très clair à cet égard en reprenant une recommandation déjà formulée en 2003:

<sup>38</sup> Normes du CPT, CPT/Inf/E (2002) 1 - Rev. 2010, point 35, page 83

<sup>39</sup> CPT : 18ième Rapport général, CPT/Inf (2008) 25, point 26, 3ième paragraphe in fine, page 11

<sup>40</sup> CPT/Inf (2010) 31, point 134, page 54

<sup>41</sup> CPT/Inf (2009) 1, point 104, page 51 et CPT : 15ième Rapport général, CPT/Inf (2005) 17, point 53

*« Le CPT est préoccupé par le fait que, nonobstant la recommandation qu'il avait formulée à ce sujet dans son rapport sur la visite de 2003, chaque fois qu'une mise à l'isolement en cellule disciplinaire était ordonnée, l'un des deux médecins généralistes attaché à l'établissement se déplaçait pour examiner le pensionnaire concerné et attester son aptitude à subir la sanction.*

*Comme l'a déjà souligné le CPT, les médecins généralistes attachés au centre socio-éducatif de l'Etat sont en principe les médecins personnels des pensionnaires ; imposer à ces médecins de certifier que les pensionnaires sont aptes à subir une sanction (en particulier l'isolement) risque de nuire à la relation médecin-patient. Le personnel médical doit veiller aux intérêts des mineurs placés à l'isolement en tant que patients (par exemple, prendre toute initiative nécessaire pour mettre fin à l'isolement en cas de contre-indication), mais ne doit pas intervenir (ou être perçu comme intervenant) dans la décision de la mise à l'isolement.*

***Le CPT réitère sa recommandation selon laquelle la législation et la pratique relatives au rôle joué en matière disciplinaire par les médecins attachés au centre socio-éducatif de l'Etat doivent être revues, à la lumière des considérations qui précèdent. »<sup>42</sup>***

**(76) La Médiateure doit également rappeler sa recommandation (84) du rapport de 2012 :**

*« Selon les textes normatifs internes en vigueur, le mineur en séjour en section fermée dispose d'un droit de sortie à l'air libre pendant une durée minimale de 1 heure par jour.*

*L'équipe de contrôle a recueilli de très nombreuses dépositions convergentes de mineurs à ce sujet. Presque l'intégralité des mineurs ayant déjà séjourné en section fermée confirme que ce droit ne serait en règle générale pas respecté, notamment au site de Dreiborn. La durée effective du séjour à l'air libre étant en pratique souvent très nettement inférieure à une heure et de surcroît tributaire de l'éducateur en charge de la surveillance.*

***La Médiateure est préoccupée par ces affirmations et recommande avec insistance aux autorités concernées de mettre en place un système de surveillance efficace permettant de contrôler en tout état de cause que la durée de sortie à l'air libre soit effectivement respectée. Le simple fait de tenir un registre semble être insuffisant à cet égard. »<sup>43</sup>***

L'équipe de contrôle a en effet de nouveau reçu de nombreuses réclamations par les pensionnaires des deux sites du CSEE que le respect du droit de passer au minimum une heure par jour à l'air libre ne serait généralement pas observé. L'équipe de contrôle souligne que les dépositions reçues étaient nombreuses et que les déclarations faites étaient toutes convergentes.

La même situation préoccupante a été constatée par le CPT lors de sa visite de 2009 :

*« La délégation a noté que, comme annoncé par les autorités luxembourgeoises après la visite de 2003, une cour extérieure avait été aménagée pour les mineurs placés à l'isolement dans le quartier disciplinaire. Il s'agit là incontestablement d'un développement positif. Cela étant, des pensionnaires qui avaient séjourné dans le*

<sup>42</sup> CPT/Inf (2010) 31, point 138, page 56

<sup>43</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (84), pages 54-55

*quartier disciplinaire ont allégué n'avoir pas pu passer quotidiennement une heure à l'air libre.*

*En réponse à l'observation communiquée sur-le-champ par la délégation à l'issue de la visite (...), les autorités luxembourgeoises ont indiqué, par lettre du 4 juin 2009, que les pensionnaires à l'encontre desquels une mesure d'isolement avait été prise bénéficiaient de plusieurs sorties par jour, chacune étant d'une durée inférieure à une heure. Elles ont ajouté que, pour éviter toute contestation à l'avenir, un registre avait été créé dans lequel les sorties proposées à ces pensionnaires seraient documentées avec précision.*

*Le CPT tient à souligner que les mineurs placés à l'isolement à titre disciplinaire doivent pouvoir passer chaque jour au minimum une heure, et de préférence davantage, à l'air libre. Si plusieurs sorties quotidiennes sont organisées, l'une d'entre elles doit être d'une durée suffisamment longue pour permettre aux mineurs de se dépenser physiquement. »<sup>44</sup>*

La Médiateure a du mal à croire qu'il s'agit ici uniquement de propos déclaratifs des pensionnaires, surtout que ces faits sont mis en exergue par les mineurs depuis maintenant au moins 5 ans. Force est de constater que la population du CSEE a entretemps changé à plusieurs reprises. Sous cet angle de vue, il est préoccupant de constater que les réclamations au sujet du non-respect de la durée minimale du séjour à l'air libre d'une heure demeurent inchangées et nombreuses.

Il semble que le personnel socio-éducatif considère que les pensionnaires placés en chambre d'isolement bénéficieraient d'une durée d'une heure par jour à l'extérieur de leur chambre, y compris la douche ou d'autres activités éventuellement nécessaires.

**Ici encore, la Médiateure souligne que les normes prévoient un droit de passer au moins une heure entière, par fractions ou en une seule fois, à l'air libre, y non compris les soins corporels, d'éventuelles démarches administratives ou tout autre moment passé en dehors de la chambre fermée.**

**La Médiateure prie la direction du CSEE d'insister auprès du personnel socio-éducatif afin que cette disposition soit respectée.**

**(77) La Médiateure demande que chaque placement en chambre d'isolement soit dorénavant communiqué dans les 24 heures du début de la mesure par courriel à l'équipe de contrôle (M. Serge Legil : [slegil@ombudsman.lu](mailto:slegil@ombudsman.lu) et Mme. Lynn Bertrand : [lbertrand@ombudsman.lu](mailto:lbertrand@ombudsman.lu)). L'information devra contenir le nom et la matricule du mineur, la durée de la sanction et le motif qui l'a rendue nécessaire.**

**La Médiateure se réserve le droit de diligenter le cas échéant son équipe de contrôle immédiatement sur place afin de s'assurer du respect de la durée du séjour à l'air libre en interrogeant le mineur placé.**

**(78) Finalement, la Médiateure recommande d'entourer le séjour d'un mineur en chambre d'isolement de mesures de contrôle régulières et dûment documentées.**

**A ce titre, elle recommande la procédure suivante, déjà suggérée dans son avis du 27 février 2013 relatif à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat:**

---

<sup>44</sup> CPT/Inf (2010) 31, point 136, page 55



*« La Médiateure suggère avec insistance qu'il soit prévu un formulaire, renseignant sur contrôles visuels du pensionnaire soumis à cette mesure disciplinaire. Ce formulaire devra renseigner l'heure du contrôle effectué ainsi que l'agent qui l'a réalisé. Les contrôles sont effet très importants dans une situation d'isolement, alors que les personnes soumises à une telle mesure se trouvent souvent en une situation de détresse, comportant fréquemment un risque d'auto-agression. Si une surveillance par vidéo-caméra est prévue, celle-ci ne pourra pas remplacer les contrôles physiques qui devront être effectués par le personnel de garde.*

*La Médiateure recommande de s'inspirer dans cette matière des procédures établies par la Police grand-ducale en matière de contrôle de vue lors d'un placement d'une personne dans une cellule aux commissariats de police.*

*A ce sujet, la Médiateure souhaite renvoyer aux dispositions internes de service de la Police grand-ducale, Transport und Zwangsaufenthalt von Arrestanten, version mai 2010, page 8, vo. Kontrollgänge, aux termes desquelles :*

*« Obwohl der Gefangene, der in einer Arrestzelle festgehalten wird, sich durch Klingelzeichen bemerkbar machen und mittels Sprechanlage mit den Beamten unterhalten kann, ist eine periodische Kontrolle dieser Personen vorgeschrieben.*

*Diese Kontrollgänge sind wie folgt auszuführen:*

- Mindestens alle 2 Stunden (bzw. jede ½ Stunde bei wegen Raserei inhaftierten Personen)*
- Unverzüglich im Falle von Hilferufen aus der Zelle.*

*Jeder Kontrollgang ist in das Arrestregister einzutragen. »<sup>45</sup>*

**(79) La Médiateure rappelle à cet égard que le mineur placé en régime d'isolement devrait pouvoir bénéficier de contacts humains appropriés.<sup>46</sup>**

### 3.6.3. Le système à points

Le système à points en vigueur a été amplement décrit dans le rapport de 2012.

Il subsiste toujours que l'application de ce système se fait de manière différente sur les deux sites. La communication des points obtenus pendant la semaine se fait à Schrassig au cours d'un entretien individuel alors que les points sont communiqués aux pensionnaires de Dreibern à l'occasion d'une réunion à laquelle tous les mineurs présents sur le site participent.

A titre de rappel, il faut relever que l'autorisation de regagner le foyer familial pendant la fin de semaine ou de disposer d'une sortie est tributaire des points obtenus en cours de semaine.

<sup>45</sup> Avis de la Médiateure du 27 février 2013 relatif à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat, article 8, pages 13-14

<sup>46</sup> Recommandation CM/Rec(2008)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles européennes pour les délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures, adoptée par le Comité des Ministres le 5 novembre 2008, lors de la 1040e réunion des Délégués des Ministres, point 95.4.



Dans son rapport de 2012, la Médiateure critiquait surtout qu'au site de Dreiborn, des informations assez délicates sur la situation de famille de l'un ou de l'autre pensionnaire étaient divulguées dans le cadre de la communication des points.

La Médiateure souligne qu'elle n'y trouve aucune attitude malveillante de la part des éducateurs responsables. Comme le nombre de points est directement lié à la sortie de fin de semaine, il est évident que les jeunes qui obtiennent une telle sortie se renseignent sur les modalités de transport et les horaires leur imposés. Il se peut alors que la situation familiale de certains pensionnaires rende impossible le retour à la maison, soit parce que le ou les parents refusent d'accueillir leur enfant ou encore parce que un séjour à la maison serait préjudiciable au mineur.

Si les éducateurs veulent à ce moment répondre aux questions qui leur sont posées par les pensionnaires, une divulgation peu souhaitable et souvent gênante pour le mineur, de détails de leur vie privée est inévitable.

Ne pas réserver de suite immédiate aux interrogations des mineurs pour les raisons ci-avant développées risquerait également de générer une détérioration immédiate de la situation.

Il s'agit sans doute d'un exercice particulièrement délicat qui exige du doigté, de l'empathie et de la diplomatie.

L'équipe de contrôle a assisté à une telle réunion de communication des points.

Mis à part un écart mineur en son début, cette réunion a été conduite d'une manière exemplaire. Les responsables de la réunion ont su gérer les quelques situations délicates qui se présentaient avec professionnalisme et empathie.

**La Médiateure s'en réjouit et demande aux responsables de cette réunion d'apporter une attention constante à cet exercice qui demeure délicat et périlleux.**

**(80) Toujours est-il que la Médiateure demeure d'avis qu'une communication individuelle des points à chaque pensionnaire serait plus appropriée. Il s'agit d'ailleurs d'une tâche qui pourrait être accomplie au sein de chaque unité de vie par un éducateur désigné officiellement à cet effet.**

Il faut également relever que les pensionnaires n'obtiennent connaissance que de la moyenne de leurs points. Il ne leur est pas possible de vérifier les notations individuelles qui y sont à la base.

**(81) La Médiateure ne voit pas la raison qui pourrait justifier cette pratique. Dans l'intérêt d'une meilleure transparence, elle recommande dès lors aux responsables d'autoriser les pensionnaires, s'ils le demandent, à accéder à l'intégralité de leurs notations.**

**Dans la même logique, l'agent du CSEE qui a procédé à une notation devrait être identifiable par le mineur et toute notation négative devrait faire l'objet d'une motivation du moins sommaire. Ceci permettrait à l'agent responsable d'expliquer au mineur les raisons d'une notation négative en cas de demande.**

#### 3.6.4. Les fouilles corporelles

A ce titre, la Médiateure reprend ses observations déjà formulées au chapitre 2.2. du présent rapport.

**(82) Elle se félicite que la très grande partie de ses recommandations formulées dans son avis du 23 février 2013 sur l'avant-projet de loi visant la modification de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du CSEE ait trouvé une entrée dans le projet de loi 6593.**

Le prédit projet de loi prévoit que les fouilles simples et intégrales faites à l'unité de sécurité sont exécutées par le personnel de garde de cette unité alors que les fouilles à opérer sur les autres pensionnaires continueront à être faites par des membres du personnel du centre, ayant les qualités requises pour procéder à ces opérations.

Comme déjà indiqué en début de ce rapport au chapitre 2.2., la Médiateure ne peut marquer son accord avec cette manière de procéder.

**(83) Elle recommande avec insistance que l'ensemble des fouilles à faire sur la personne d'un pensionnaire du site de Dreiborn soient effectuées, sans exception par des membres du personnel de garde de l'unité de sécurité et ce dès que ce personnel sera opérationnel.**

#### 3.6.5. La fouille des chambres

Lors de cette mission, l'équipe de contrôle n'a reçu aucune critique de la part des pensionnaires quant au déroulement des fouilles pratiquées dans les chambres des pensionnaires.

Comme la loi prévoit uniquement que ces fouilles doivent être exécutées par deux agents du CSEE au moins et que le projet de loi 6593 n'apporte pas de précisions supplémentaires non plus, la Médiateure réitère sa recommandation (91) suivante faite dans son rapport de 2012 :

***« En tout état de cause, la Médiateure estime que la pratique et le déroulement des fouilles de chambres de mineurs devraient être arrêtés et détaillés par une disposition interne au CSEE.***

***La Médiateure considère qu'il est entendu que toute fouille d'une chambre doit être faite de manière à ce que la chambre se trouve après la fin de l'exercice dans le même état de rangement qu'au début des opérations. »<sup>47</sup>***

**(84) La Médiateure donne à considérer si, pour les mêmes raisons invoquées en matière de fouilles corporelles, il ne serait pas plus indiqué dans l'intérêt de la protection de la relation socio-thérapeutique existante entre le personnel et les pensionnaires, de confier, sur le site de Dreiborn, la tâche des fouilles des chambres exclusivement aux agents de garde de l'unité de sécurité.**

---

<sup>47</sup> Rapport de la Médiateure sur le Centre Socio-Educatif de l'Etat, 24.5.2012, point (91), page 58

La Médiateure souligne qu'en milieu pénitentiaire, les fouilles des cellules des détenus sont de la compétence d'une équipe spéciale, ces fouilles ne sont jamais effectuées par les gardiens du bloc dans lequel le détenu séjourne.

### 3.7. L'unité de sécurité

La Médiateure renvoie à ce titre aux commentaires, remarques et suggestions faites dans son avis du 27 février 2013 sur l'avant-projet de loi portant modification, 1. de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat, 2. de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'Etat, 3. de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 4. du code des assurances sociales, 5. de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et l'avant-projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat.

Tant la Médiateure que l'équipe de contrôle ont inspecté les infrastructures devant servir comme unité de sécurité dans un avenir proche.

Les infrastructures bâties et leur équipement sont en tous points exemplaires et ne sauraient donner lieu à la moindre critique. Il s'agit d'un outil qui, s'il est bien utilisé, crée une base de départ optimale pour la réussite de la mission incombant à l'unité de sécurité.

Même si la Médiateure se félicite de l'excellence des infrastructures et de leur équipement, elle ne saurait rester silencieuse sur le choix de l'emplacement. S'il est bien vrai qu'il est trop tard pour y changer quoi que ce soit, il n'en reste pas moins que le site d'implantation de l'unité de sécurité est très mal choisi.

La Médiateure aurait souhaité vivement que les mises en garde fondées, avancées à de multiples reprises par la direction du CSEE quant au choix de l'emplacement auraient été prises en considération par les responsables politiques.

L'unité de sécurité est implantée au fond du site de Dreiborn. Du fait de la nécessaire mise en place de dispositifs sécuritaires, son aspect extérieur ne manque pas d'impressionner. Les pensionnaires hébergés sur le site, de même que les mineurs du site de Schrässig fréquentant l'IES de Dreiborn sont forcés quotidiennement à passer devant l'unité de sécurité pour gagner leurs salles de classe.

La Police grand-ducale, chargée de remettre les nouveaux pensionnaires à cette unité doit à cette fin traverser tout le site, et ce, pendant le jour, au vu de tous les pensionnaires.

L'emplacement de l'unité de sécurité est de toute évidence de nature à constituer un risque permanent pour le déroulement serein de la vie quotidienne sur le site. La seule présence physique de cette unité ne saurait rester sans suites sur le travail socio-psychologique et le travail socio-éducatif du CSEE.

Il est à l'heure actuelle impossible de prédire quel usage les juridictions compétentes comptent faire de cette unité.

Or, le taux d'occupation sera directement tributaire de l'attitude de la Cour et des Tribunaux compétents en matière de protection de la jeunesse. Si les juridictions ne comptent placer à l'unité de sécurité que les mineurs qui jusqu'ici ont fait l'objet d'un placement au CPL, la capacité d'accueil de l'unité sera suffisante à terme.

Si par contre d'autres mineurs devaient également y être placés, il est à craindre que cette unité qui ne dispose que d'une capacité d'accueil de 12 personnes, s'avérera très rapidement dans l'impossibilité de remplir ses obligations légales.

**(85) Si ce cas devait se présenter, la Médiateure répète qu'elle ne saurait accepter un placement alternatif d'un mineur au CPL, hormis le cas de l'application de l'article 32 de la loi modifiée sur la protection de la jeunesse. La mise en place de matelas supplémentaires au sein de l'unité de sécurité rencontrerait le même refus d'approbation.**

La surveillance de l'unité de sécurité est assurée par des gardiens des deux sexes. Actuellement, une dotation de 23 ETP en personnel de garde est prévue. Ce personnel devra assurer la garde de l'unité 24 heures par jour et ceci pendant 365 jours par année.

Comme l'unité de sécurité est également appelée à recevoir des filles, au moins une gardienne devra en permanence être présente sur le site.

Il est évident que les agents de garde de sexe féminin sont dispensées de service dès qu'elles sont enceintes.

La Médiateure a comparé la dotation de personnel de garde avec celle du CPL. Ce rapprochement fait supposer que la dotation prévue s'avère nettement insuffisante pour assurer la continuité du service dès lors qu'un ou plusieurs agents sont en incapacité de travail pour raisons de maladie, en dispense de service ou encore en congé.

La Médiateure s'est renseignée avec précision du mode de calcul appliqué en milieu pénitencier en ce qui concerne le besoin en gardien. En application des mêmes règles il est impératif de prévoir un minimum de 27 ETP.

A côté de la nécessaire présence en permanence d'une gardienne sur le site, il ne faut pas oublier que le poste de garde de l'unité de sécurité doit être occupé en permanence par un agent de garde au moins. S'il n'est déjà pas optimal qu'un seul agent assure ce service pendant la journée, ce poste ne devant en principe jamais être abandonné, il est impératif que cette tâche soit effectuée par deux agents pendant la nuit.

**(86) La Médiateure recommande avec toute l'insistance requise aux autorités compétentes de débloquent les moyens nécessaires en vue de l'engagement d'au moins 4 ETP de gardiens supplémentaires.**

Dans ce contexte, l'équipe de contrôle a constaté qu'il n'existe à l'heure actuelle que des ébauches quant à l'organisation du personnel. De même, il n'existe encore pratiquement aucune disposition interne de service.

La Médiateure souligne que le travail en unité de sécurité doit se baser sur des dispositions écrites, claires et portées à la connaissance du personnel.

**(87) Elle recommande aux responsables de s'inspirer des dispositions internes du CPL, du CPG et du Centre de Rétention.**

Il est impératif que des procédures écrites existent en matière de dotation de personnel par équipe, en matière de remplacement de personnel, en matière de congé, en matière d'horaires et bien d'autres encore.

Les dispositions assurant la sécurité et la sûreté de l'unité doivent être arrêtées par écrit.

Il faudra de même que les modalités relatives à l'entrée d'un pensionnaire, à leur vie quotidienne, à leurs droits, à la discipline interne, à leur sortie de l'unité, à leurs contacts

avec l'extérieur, aux aspects médicaux, et d'autres encore doivent faire l'objet d'une réglementation interne précise et écrite.

Surtout les impératifs liés à la sécurité et à la sûreté exigent des dispositions écrites, ne serait-ce que pour déterminer les responsabilités en cas d'incident.

**(88) La Médiateure souhaite que les dispositions internes à concevoir lui soient transmises dès leur finalisation.**

### 3.8. Constats généraux

Quelques aspects liés au fonctionnement du CSEE sont d'ordre transversal, de sorte qu'ils sont traités à part dans les chapitres qui suivent.

#### 3.8.1. Les violences

La Médiateure répète que la situation des actes de violence physique ou psychique entre pensionnaires semble s'être améliorée depuis la dernière mission de 2012. Elle prend cependant au sérieux les mises en garde émises par le personnel socio-éducatif à cet égard qui est unanime pour dire que cette situation peut très rapidement changer.

**(89) Une vigilance accrue et une répression rigoureuse d'éventuelles violences demeurent donc toujours de mise.**

La Médiateure constate que l'équipe de contrôle a eu connaissance d'une seule allégation de violence qui aurait été commise par un membre du personnel envers un pensionnaire mais aucune preuve tant soit peu tangible n'a pu être rapportée.

Autrement, il s'agissait toutefois de très rares faits de faible importance, issus de situations particulières ne permettant pas de présupposer une intention dolosive.

#### 3.8.2. Les drogues

Comme en 2012, l'équipe de contrôle a noté à l'occasion de cette mission que la très large majorité des mineurs placés au CSEE consomme régulièrement du cannabis.

Le phénomène semble être plus important à Dreiborn, même s'il existe également à Schrässig.

Suivant les informations recueillies par les mineurs eux-mêmes, il n'y aurait que quelques rares exceptions (2 pensionnaires au site de Dreiborn, par exemple) qui ne consommeraient pas de cannabis. Toujours selon les informations fournies par les jeunes, cette consommation s'élèverait à plusieurs prises par jour et ceci tous les jours de la semaine.

Si ces informations correspondent à la réalité, la Médiateure se montre très préoccupée par ce constat.

Elle est consciente que la consommation de cannabis par les adolescents est un phénomène de plus en plus répandu de manière générale et que cette évolution ne concerne pas uniquement les mineurs placés au CSEE. Cependant, elle est d'avis que ceci ne constitue pas une raison pour résigner devant le phénomène, mais qu'au contraire, il y a davantage une raison pour intervenir de manière conséquente.

La consommation de cannabis est un phénomène de plus en plus banalisé et les voix en faveur d'une légalisation de la consommation de cannabis deviennent de plus en plus fortes.

Néanmoins, la Médiateure souligne qu'il s'agit, dans le cas du CSEE, de mineurs, d'adolescents, généralement âgés entre 14 et 18 ans, et que la consommation pendant l'adolescence comporte d'autres risques que la consommation à l'âge adulte.

Les études scientifiques à cet égard sont plutôt unanimes et mettent en avant des conséquences importantes à long terme de la consommation régulière de cannabis à un jeune âge.

Les études établissent notamment que les jeunes qui consomment régulièrement et pendant une période prolongée du cannabis sont significativement plus enclins à développer des troubles cognitifs, comme par exemple des troubles de l'attention et de la mémoire.

Les études démontrent aussi que dans certaines circonstances, notamment en fonction de certaines prédispositions génétiques, la consommation de cannabis pendant l'adolescence augmente le risque de déclencher des maladies schizophréniques, dont notamment la psychose.

Sur le plan somatique, la consommation peut provoquer des dégâts importants, notamment aux poumons.

Il ne faut pas non plus négliger le fait que le cannabis vendu sur le marché illégal est de plus en plus souvent dilué avec des substances qui quant à elles peuvent également causer des complications qui ne sont pas nécessairement prévisibles, notamment au niveau des voies respiratoires.

Au niveau social, la consommation de cannabis rend souvent les jeunes d'humeur variable, mais peut aussi provoquer le retrait du jeune par rapport à ses amis, surtout ceux qui ne consomment pas de cannabis, et créer également une distance entre le jeune et sa famille.

La consommation de cannabis est par ailleurs souvent mise en relation directe avec l'échec scolaire, ce qui peut être dû aux troubles cognitifs déjà mentionnés, mais aussi à un certain manque de motivation qui peut souvent être constaté chez les adolescents consommant du cannabis. L'échec scolaire entraîne par la suite souvent des problèmes pour trouver un emploi, voire une formation professionnelle.

La Médiateure tient à souligner qu'elle ne souhaite pas stigmatiser les jeunes, ni de manière générale, ni ceux placés au CSEE. Elle est consciente que de manière générale, le marché du travail ne se présente pas bien à l'heure actuelle, que les places de formation ou de stage ne sont pas nombreuses et que les difficultés qui peuvent être rencontrées pour trouver un emploi ou une formation ne peuvent pas toujours être imputées aux adolescents.

Elle veut néanmoins rendre attentif aux problèmes qui peuvent être liés à une consommation importante de cannabis pendant l'adolescence et souligner qu'il faut intervenir le plus tôt possible pour empêcher la mise en place d'un cercle vicieux dont les jeunes ne sont que rarement capables de s'en sortir seuls.

Il ne faut pas non plus négliger le risque que les jeunes consommant de cannabis, en absence des moyens financiers nécessaires, commettent ou bien des infractions pour se

procurer l'argent nécessaire, ou, problème plus fréquent chez les filles, qu'elles se livrent à la prostitution.

**(90) La Médiateure estime qu'il est important d'intervenir, dans un premier temps, de manière préventive.**

A cet égard, elle compte avant tout sur une bonne information des jeunes sur tous les risques que la consommation de cannabis peut comporter, mais aussi, les risques inhérents à la consommation de stupéfiants de manière générale. Il s'agit dans un premier temps de contrer la banalisation qui est faite par notre société de la consommation de cannabis en mettant en évidence les conséquences importantes que cette consommation peut entraîner, surtout lorsqu'elle se fait à l'adolescence. Il s'agit ensuite de remplacer les idées et informations reçues par l'opinion publique, informations souvent faussées, basées sur des entendre-dire, par des informations correctes et scientifiques.

Ces séances d'information pourraient être intégrées dans le programme scolaire et pourraient faire l'objet de tests de connaissance. Le Programme TOX qui assure le volet de prévention de stupéfiants en milieu carcéral procède notamment à de tels tests de connaissance avant et après les séances de prévention, ce qui permet également d'évaluer utilement les apports de ces séances.

La Médiateure pense qu'un contact avec le Programme TOX du CPL et du CPG serait utile pour obtenir de plus amples renseignements sur leurs programmes et leurs démarches.

Ces tests de connaissances permettraient dans un premier temps de déterminer les sujets sur lesquels il faudrait encore éventuellement insister lors d'une prochaine séance d'information, et pourraient par la suite éventuellement également être pris en compte dans l'attribution de la note finale aux jeunes.

La Médiateure pense qu'il serait également intéressant d'organiser de pareilles séances d'informations pour les parents afin que ceux-ci reçoivent des informations fiables sur le cannabis et ses conséquences et des informations sur le comportement à adopter face à leurs enfants.

La Médiateure est consciente que de vrais programmes de prévention vont au-delà des capacités d'action du CSEE.

Elle fait dès lors appel aux acteurs concernés, que ce soit au niveau du CSEE, mais aussi au niveau notamment de la Police grand-ducale, de mettre sur pied des campagnes de prévention en la matière et de les promouvoir également au sein du CSEE par des séances spéciales.

La Médiateure pense qu'il pourrait être intéressant d'organiser des rencontres avec des personnes qui ont soit consommé elles-mêmes du cannabis en étant jeune et ont de ce fait connu un parcours social difficile ou alors avec des membres de la famille de personnes qui ont développé, notamment par la consommation de cannabis, des pathologies sérieuses.

L'équipe de contrôle a déjà rencontré, lors de missions de contrôle dans les unités psychiatriques, des membres de famille de personnes atteintes de pathologies psychiatriques lourdes, qui lui ont fait part de leur volonté de communiquer et de partager ce qui leur était arrivé, notamment en vue d'informer les gens sur les risques liés à une consommation de stupéfiants et de contribuer ainsi à une meilleure prévention de la consommation de cannabis et de stupéfiants de manière générale.

**(91) A côté du volet préventif, la Médiateure est d'avis qu'il doit également exister un volet disciplinaire.**

La Médiateure a déjà traité la problématique du système disciplinaire au CSEE. Elle estime également dans le contexte de la consommation de stupéfiants que des règles transparentes doivent être établies et que les procédures doivent être connues et appliquées de manière égale à tous les jeunes concernés.

La Médiateure insiste cependant qu'il importe de fixer la nature des mesures disciplinaires infligées dans ce contexte et souligne qu'à ses yeux, l'isolement, même s'il constitue la sanction la plus lourde, voire l'interdiction de passer le weekend chez les membres de la famille, n'est pas la réponse adaptée. De manière générale, dans le contexte de la consommation de stupéfiants, même si la Médiateure soutient la réalisation d'un contrôle plus important et une réaction plus poussée, elle estime que les sanctions telles qu'appliquées actuellement au CSEE ne constituent de manière générale pas nécessairement une réponse adéquate dans le contexte de la consommation de stupéfiants.

Plutôt que d'infliger une sanction consistant dans l'enfermement d'un pensionnaire en chambre d'isolement pour quelques jours ou la suppression de la sortie de fin de semaine en cas de consommation ou de détention de stupéfiants, la Médiateure invite les responsables à fonctionner davantage par renforcement positif.

Les études en la matière montrent qu'un tel système de renforcement positif est susceptible d'être plus efficace qu'une sanction négative appliquée suite à un comportement. Le renforcement positif vise en effet à récompenser un comportement louable adopté par le jeune de sorte à augmenter la fréquence d'apparition de ce comportement, donc du comportement souhaité, comme par exemple, l'abstinence au cannabis.

Il va sans dire que le système du renforcement positif peut être appliqué dans le quotidien au CSEE, et non seulement en ce qui concerne l'approche poursuivie en matière de consommation de stupéfiants, alors que cette manière de procéder augmente la motivation chez les jeunes et peut avoir des effets bénéfiques de manière générale sur leurs comportements.

La Médiateure est convaincue qu'il est possible de déterminer chez chaque jeune un but précis qu'il souhaite atteindre, un souhait particulier qui pourrait être réalisé avec le soutien du CSEE. En fonction de cet objectif qui pourrait parfaitement se cristalliser par le travail réalisé avec le jeune au SPS, pourront alors être déterminées différentes étapes permettant au jeune d'obtenir la récompense de son comportement positif par la réalisation de cet objectif.

Pendant la période en question, le jeune serait régulièrement soumis à des tests de dépistage et l'avancement dans son projet sera fonction des résultats.

Il est évident qu'un pareil système n'est faisable que sur base volontaire pour avoir une chance de fonctionner. La Médiateure pense cependant que ce système devrait être promu par les éducateurs et le SPS et que ceux-ci devraient adopter une approche proactive afin de motiver les jeunes à y participer.

### 3.8.3. La population du CSEE

La Médiateure continue à critiquer vivement l'hétérogénéité de la population du CSEE. Il ne s'agit nullement d'une critique à l'adresse des responsables de l'institution ou encore à celle des autorités de placement, bien au contraire, elle vise les responsables politiques.



Il est notoirement connu que les possibilités de placement d'un mineur en difficultés sont totalement insuffisantes au Grand-Duché de Luxembourg. Mis à part de rares institutions à vocations très spécifiques, il ne reste souvent que le placement au CSEE ou en milieu hospitalier psychiatrique. Pire encore est de constater, comme déjà mentionné à plusieurs reprises, que certains jeunes doivent être placés au CSEE en attendant qu'une place en milieu psychiatrique juvénile se libère.

Il est totalement superfétatoire de relever qu'un mineur atteint d'une pathologie psychiatrique a un droit élémentaire à recevoir un traitement adapté à sa situation. Tel n'est manifestement pas le cas au CSEE qui, il faut le rappeler n'a pas vocation à accueillir de tels pensionnaires, mais qui, pour des raisons légales ne peut pas les refuser non plus. Au CSEE, ce type de pensionnaires ne peut recevoir l'aide nécessaire et il risque de surcroît de perturber l'efficacité et l'efficience de l'institution. La Médiateure souligne qu'il s'agit d'une pratique qui dans certains cas pourrait être constitutive d'une violation de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

**(92) La Médiateure recommande avec insistance aux responsables politiques d'entamer une réflexion devant aboutir à la construction, à moyen terme, d'une infrastructure apte à opérer une séparation entre les différentes catégories de pensionnaires. Dans un premier temps, il serait certes le plus opportun de songer à une séparation entre jeunes ayant commis des actes pénalement répréhensibles selon le droit commun et les autres mineurs.**

**(93) Une réflexion analogue s'impose en vue d'augmenter le nombre de lits en psychiatrie juvénile, aigüe et de longue durée.**

La mise en place d'une infrastructure supplémentaire au bénéfice du CSEE permettrait également de prévenir efficacement la surpopulation des deux sites, notamment à Dreiborn où la mise en place de chambres individuelles, voire doubles au maximum s'impose également à moyen terme.

Un agrandissement des infrastructures s'impose non seulement pour mettre le CSEE en mesure de répondre à son obligation légale dans le futur, mais également en vue de mettre les chambres à Dreiborn en correspondance avec les normes internationales, pour permettre un travail plus efficace par la séparation de différents groupes de pensionnaires en raison de leur motif de placement et finalement en prévision de la croissance constante du nombre des pensionnaires.

Si l'Etat tient à ce que le CSEE soit capable également à moyen terme de remplir efficacement ses fonctions importantes, des travaux d'agrandissement conséquents doivent être envisagés.

### 3.9. Conclusions générales

La Médiateure remercie tous les intervenants du CSEE qui ont contribué à la réalisation de ce rapport de leur disponibilité et leur volonté de collaboration dans l'intérêt des mineurs.

La Médiateure tient aussi à remercier spécialement tous les pensionnaires du CSEE qui se sont mis à la disposition de l'équipe de contrôle pour des entretiens.

Le CSEE est toujours confiné dans un carcan qui lui est imposé par l'insuffisance et la taille de ses infrastructures. Il ne faut cependant pas passer sous silence que des travaux importants ont eu lieu depuis le dernier rapport en vue de rendre les bâtiments existants

aussi adaptés que possible aux normes internationales et aux exigences d'une institution comme le CSEE.

Il n'en reste pas moins que les chambres triples du moins au site de Dreiborn devraient être converties au maximum en chambres doubles et de préférence en chambres à occupation unique. A court terme, des solutions doivent être trouvées pour permettre une aération adéquate de ces chambres.

La Médiateure insiste que des réflexions sur le nécessaire agrandissement des infrastructures soient entamées d'ici peu afin de permettre au CSEE de continuer à remplir ses obligations à moyen terme.

La Médiateure note avec satisfaction que la situation au niveau de la dotation en personnel s'est nettement améliorée.

**La Médiateure fait un appel insistant aux autorités compétentes afin de mener à terme les travaux législatifs en vue d'une ouverture de l'unité de sécurité dans les meilleurs délais.**

**Le même appel est lancé en ce qui concerne les travaux législatifs en matière de réforme pénitentiaire alors que le projet de loi y afférent prévoit l'interdiction du placement d'un mineur au CPL, hormis le cas de l'application de l'article 32 de la loi modifiée sur la protection de la jeunesse.**

**Parallèlement, la Médiateure souligne l'importance de l'élaboration rapide de toutes les dispositions de service internes à l'unité de sécurité afin que celle-ci puisse, dès la mise en vigueur de la base légale, remplir ses fonctions en toute sécurité.**

**Luxembourg, le 8 août 2014**

**Lydie ERR,**

**Médiateure du Grand-Duché de Luxembourg**

**chargée du Contrôle externe des lieux privatifs de liberté**